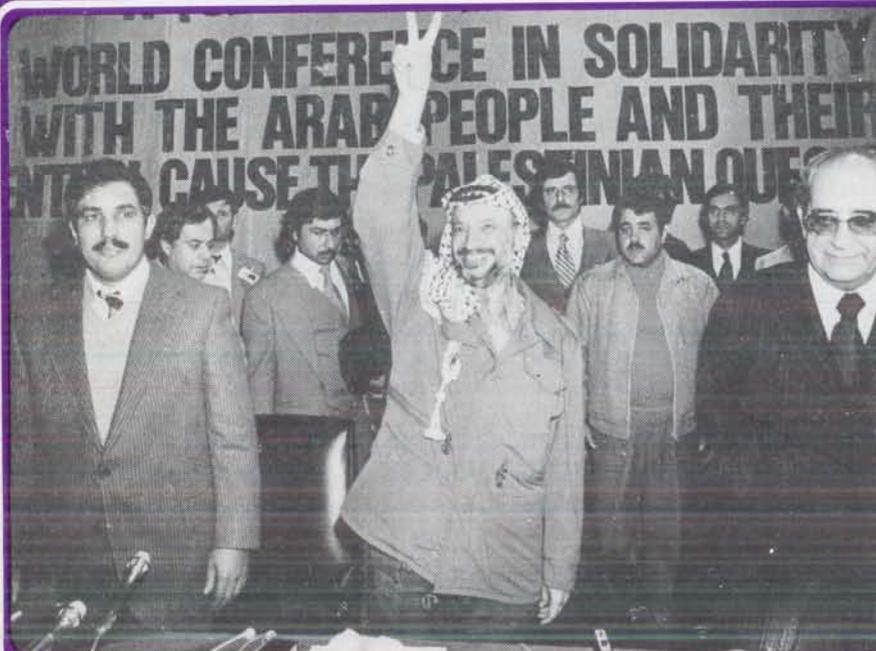


Numéro 149 du 9 mai 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



MOYEN-ORIENT

**Un an après
l'invasion
israélienne
au Liban**

Solidarité avec



AMERIQUE CENTRALE

**La subversion américaine dévoilée dans un document
du Conseil national de sécurité des USA**

Sommaire du numéro 149 du 9 mai 1983

| | | | |
|----|--|---|---|
| 3 | EDITORIAL | Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN ! | Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale |
| 5 | AMERIQUE CENTRALE | La déclaration de guerre de l'administration Reagan | Document exclusif du Conseil national de sécurité américain |
| 8 | GRENADE | « Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif : rejoignez les milices dès maintenant » | Appel du New Jewel Movement |
| 10 | MOYEN ORIENT | Un an après l'invasion israélienne au Liban | Livio MAITAN |
| 15 | SYRIE | Les fondements sociaux de la révolte de février 1982 | Fred H. LAWSON |
| 20 | IRLANDE | Entretien avec un élu de People's Democracy au Conseil municipal de Belfast | Propos recueillis par Penny DUGGAN |
| 23 | POLOGNE | Malgré la répression, Solidarité manifeste le 1er Mai | Jacqueline ALLIO |
| 25 | — | Le MRKS de Varsovie rend compte du procès de ses militants | DOCUMENT MRKS |
| 26 | NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE COLOMBIE : La lutte des femmes et la mobilisation du 8 mars. AUSTRALIE : La campagne du SWP et la victoire électorale travailliste. | | |
| 28 | NICARAGUA | Le FSLN s'organise face à l'escalade impérialiste | Michael BAUMANN |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement Abonnement

Non à la militarisation, non aux missiles, non à l'OTAN

L'ESCALADE de la militarisation engagée par les Etats-Unis de Reagan ne connaît plus de limites. Le but avoué est de rompre définitivement « l'équilibre de la terreur » à l'avantage de l'impérialisme. Les coûts sont astronomiques : la réalisation des projets déjà annoncés implique un doublement des crédits militaires d'ici l'an 2 000.

Les offres de négociation, qu'il s'agisse de « l'option zéro » à l'automne dernier (cf. *Inprecor* numéro 141 du 17 janvier 1973) ou de la proposition d'un « plan intérimaire » faite le 30 mars 1983, ne sont que des écrans de fumée destinés à désorienter et démobiliser le mouvement antiguerre. En pratique, ce « plan intérimaire » ne propose rien d'autre que de laisser intact le potentiel nucléaire des Etats-Unis et de l'OTAN, tout en faisant pression pour une réduction de l'arsenal soviétique.

Ces manœuvres de diversion ont fait long feu. Depuis la grande manifestation antiguerre qui a rassemblé 300 000 personnes à Bonn en 1982, la mobilisation ne cesse de s'amplifier. En 1982, plus de trois millions de manifestants ont défilé, en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Les initiatives de Pâques 1983, notamment en Allemagne et en Grande-Bretagne, ont été de nouveaux succès spectaculaires.

En Allemagne fédérale, 750 000 personnes ont participé à dix-huit rassemblements régionaux, dont les plus importants ont eu lieu à Hambourg, à Francfort, à Berlin, à Cologne, à Dortmund, à Nuremberg, devant les bases américaines ou les casernes de la *Bundeswehr* (forces armées de la RFA).

En Grande-Bretagne, le projet d'installation de 160 missiles de croisière a donné un nouveau souffle à la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND). Les femmes du CND ont relancé l'action contre les menaces de guerre en bloquant la base de Greenham Common, à une centaine de kilomètres de Londres, qui doit accueillir 96 missiles. Le 1er avril, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont formé une véritable chaîne humaine reliant Greenham Common aux autres bases d'Almerston et de Brughfield.

La dynamique objective et la tonalité de ces mouvements va dans le sens de l'exigence d'un désarmement unilatéral de l'impérialisme. En Grande-Bretagne, le CND, tout comme les syndicats et le Parti travailliste, se prononcent pour un désarmement unilatéral du pays. En Allemagne, les « Verts », qui viennent d'entrer au Parlement, préconisent « la démilitarisa-



Manifestation contre les missiles de croisière en Grande-Bretagne (DR) et l'Allemagne fédérale, même si elle doit être unilatérale ».

De nouvelles mobilisations sont prévues tout au long de l'année, et jusqu'aux élections européennes du printemps 1984. Des conférences sur le désarmement auront lieu en mai en Suède et en septembre au Danemark. Une manifestation contre le déploiement des missiles est également prévue le 19 juin en France, ainsi qu'une marche pour la Paix en août aux Etats-Unis, et des manifestations à l'automne dans la plupart des pays européens. Des initiatives de référendums populaires sur les crédits militaires ou les missiles sont en cours en Suisse et en Italie.

Lors du congrès du Parti communiste italien, Enrico Berlinguer a fait publiquement la proposition d'une manifestation internationale contre les missiles le 23 octobre à Genève. Une initiative à l'échelle européenne est en effet à l'ordre du jour pour l'automne.

Toutes ces questions pourront être débattues à l'occasion de la Convention organisée du 9 au 14 mai à Berlin-Ouest par la Fondation Bertrand Russel pour la Paix, et par le Mouvement pour le désarmement nucléaire en Europe (END).

Nous publions ci-dessous un appel du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale qui servira de base à la déclaration commune des camarades de différentes sections de la IVe Internationale présents à Berlin.

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale du 25 avril 1983.

Ronald Reagan a déjà entre les mains un stock d'armes nucléaires dont la puissance meurtrière représente près d'un million d'Hiroshima. Et il continue : de 1980 à 1983, le budget militaire américain a augmenté de 12 % par an, en termes réels, passant de 142 à 257 milliards de dollars (soit plus de 1 780 milliards de francs). Cette folle course au massacre met à nu la réalité de l'impérialisme, dissimulée derrière les hypocrites discours sur les droits de l'homme.

Cette réalité, c'est l'escalade de la militarisation et de l'armement nucléaire. C'est la mobilisation générale des ressources économiques, des cerveaux et des technologies au service d'une entreprise de destruction. La bombe à neutrons incarne à elle seule l'esprit du capitalisme

pourrissant, qui s'ingénie à détruire les personnes en protégeant les biens : preuve que le droit de propriété finit toujours, dans ce système, par prendre le pas sur les véritables droits de l'homme.

Cette réalité, ce sont non seulement les Hiroshima potentiels stockés dans les silos, les sous-marins ou les bombardiers nucléaires, ce sont aussi les Hiroshima silencieux de la misère et de la faim provoqués par le pillage des pays coloniaux et semi-coloniaux : 40 000 enfants meurent chaque jour dans ces pays, la plupart de malnutrition.

Cette réalité, ce sont les programmes d'austérité, qui frappent de plus en plus durement les travailleurs des pays capitalistes eux-mêmes, alors que leurs gouvernements engagent des dépenses croissan-

tes d'armement. En France, le gouvernement, composé de ministres socialistes et communistes, prépare la mise au point de la bombe à neutrons et vient d'engager, pour cinq ans, un programme militaire de 120 milliards de dollars (840 milliards de francs), au moment même où il s'attaque à l'indexation des salaires, au système de sécurité sociale et à l'emploi. Le mot d'ordre « *Des emplois, pas de bombes !* », qui s'est propagé dans les grandes mobilisations anti-nucléaires, illustre et condense le lien nécessaire entre la lutte contre la course aux armements et la lutte contre les politiques d'austérité capitalistes.

Cette réalité, enfin et surtout, ce n'est pas seulement la menace d'apocalypse nucléaire, c'est aussi la guerre

d'agression engagée dès à présent par l'impérialisme contre les luttes de libération des peuples opprimés. Aujourd'hui même, les Etats-Unis et la CIA sont directement impliqués dans l'agression armée perpétrée contre le Nicaragua révolutionnaire et dans le soutien aux dictatures du Guatemala et du Salvador. Le régime salvadorien s'est déjà rendu coupable de 50 000 assassinats en trois ans, soit l'équivalent d'un demi million de morts pour des populations comme celles de la France, de l'Allemagne ou de l'Angleterre ... Au-delà du Salvador, du Nicaragua et de Grenade aussi menacée, c'est la révolution cubaine qui se trouve dans la ligne de mire de l'impérialisme yankee. Au Moyen-Orient, c'est grâce à l'assistance matérielle et politique américaine que le dirigeant israélien Menahem Begin a pu lancer son invasion du Liban et sa tentative d'anéantissement de la résistance palestinienne.

Le tapage mené autour des propositions de Ronald Reagan ou de Margaret Thatcher, le grand jeu diplomatique autour des négociations de Genève sur la limitation des armées nucléaires, ne peuvent étouffer le bruit de ces interventions et de ces guerres en cours.

LA VÉRITABLE RACINE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

A la racine de la course aux armements il y a donc, d'abord, la crise économique du système capitaliste et le maintien de l'ordre impérialiste face aux luttes des travailleurs et aux explosions inévitables des peuples opprimés acculés au désespoir. L'argument, souvent avancé, de la prétendue supériorité militaire soviétique, et la menace qu'elle ferait peser sur le monde qui se proclame « libre », ne sont que des prétextes servant à justifier l'escalade militariste.

De l'aveu même de certains experts américains, il ressort que :

— les Etats-Unis disposent toujours d'un nombre de têtes nucléaires supérieur à celui de l'Union soviétique ;

— l'écrasante majorité des missiles soviétiques sont basés à terre et sont donc susceptibles d'être détruits par les missiles américains, alors que les trois-quarts de la force nucléaire stratégique américaine sont constitués d'armes anti-cités, transportées par des sous-marins et des bombardiers inaccessibles aux SS-20 soviétiques, de plus, les missiles de croisière américains (Cruise) rendent caduque une part importante des défenses soviétiques ;

— la différence, en pourcentage, du produit intérieur brut entre les dépenses d'armement des Etats-Unis et de l'URSS, souvent utilisée comme argument par les impérialistes, n'a pas de sens. Si les dépenses américaines déclarées sont de 7 % et les dépenses soviétiques estimées d'environ 15 %, le produit intérieur américain est le double du produit intérieur soviétique. En valeur absolue, les dépenses militaires impérialistes restent donc supérieures à l'effort d'armement de l'URSS. Cet effort pèse lourdement sur l'Union soviétique, au point de contribuer à accroître

ses problèmes économiques et alimentaires. D'ailleurs, les statistiques de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), estimaient, en 1980, que l'OTAN était responsable de 43 % des dépenses mondiales d'armement contre 26 % pour le Pacte de Varsovie.

L'impérialisme demeure le principal fauteur de guerre et la première menace pour la paix.

SOLIDARITÉ AVEC LE MOUVEMENT PACIFISTE D'EUROPE DE L'EST

De son côté, la politique militaire de la bureaucratie au pouvoir en URSS et dans les pays de l'Est possède une dimension réactionnaire, qui s'inscrit dans le prolongement de sa politique intérieure et internationale :

— une politique internationale basée non sur l'internationalisme militant, sur la solidarité entre les travailleurs et les peuples du monde entier, mais sur les pactes et accords de coexistence ou de partage du monde avec l'impérialisme ;

— une politique intérieure fondée non sur la mobilisation démocratique des masses, mais sur la négation de leurs droits politiques, syndicaux ou nationaux les plus élémentaires, comme l'ont illustré les interventions soviétiques en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, et le coup de force de Jaruzelski contre les travailleurs polonais en 1981.

C'est pourquoi nous sommes solidaires des courants qui se sont manifestés contre la course aux armements en Allemagne de l'Est, et dans d'autres pays de l'Est de façon plus limitée. Le développement de tels courants constituerait un énorme encouragement pour le mouvement antiguerre en Europe occidentale et porterait à l'impérialisme un coup mille fois plus dur que quelques fusées soviétiques de plus. En exigeant un contrôle public et démocratique sur la politique militaire et étrangère, un mouvement antiguerre de masse indépendant des Etats en Europe de l'Est prendrait inévitablement une portée antibureaucratique.

SEULE LA MOBILISATION PEUT FAIRE RECULER LES FAUTEURS DE GUERRE

La lutte contre la course à la guerre est l'affaire de tous et de toutes, des travailleurs en butte à l'austérité et au chômage, des femmes en butte à l'exploitation et à l'oppression, des jeunes voués au chômage et à l'embrigadement militaire. C'est une affaire trop sérieuse pour être abandonnée aux mains des diplomates ou réglée entre gouvernants dans le secret de négociations au sommet. *Seule la mobilisation peut faire reculer les fauteurs de guerre.*

En 1982 et au printemps 1983, des millions de travailleurs, de femmes, de jeunes se sont mobilisés à travers l'Europe contre le déploiement des missiles, comme en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Italie, au Danemark ; pour le rejet de l'OTAN ou le démantèlement de ses bases, comme

en Espagne, en Grèce, etc.

L'accord le plus large et le plus unitaire peut se réaliser en Europe occidentale contre le déploiement des missiles nucléaires prévu pour la fin de cette année :

— De Comiso (en Sicile) à Greenham Common (en Grande-Bretagne), non au déploiement des missiles Pershing et Cruise !

— Dehors les bases de l'OTAN ! Démantèlement des bases avancées américaines en Europe ! A bas la dictature qui fait de la Turquie une forteresse à la solde de l'impérialisme dans la région !

— Non aux forces de frappe nucléaires française et britannique, qui font pleinement partie du dispositif militaire impérialiste !

— Pour une Europe dénucléarisée, de la Pologne au Portugal, de la Sicile à la Scandinavie !

— Réduction massive des budgets militaires, nationalisation complète et reconversion des industries d'armement : des emplois, pas de bombes !

— Soutien aux droits démocratiques des soldats embrigadés par l'armée bourgeoise et des travailleurs victimes des lois d'exception sur l'embauche et la syndicalisation dans les industries d'armement !

— Halte à l'intervention impérialiste en Amérique centrale !

DÉSARMEMENT UNILATÉRAL DE L'IMPÉRIALISME

La menace de guerre nucléaire fait peser sur l'humanité un danger sans précédent. Ni les protestations ni la perpétuation de l'équilibre de la terreur ne constituent une garantie contre le déclenchement d'une telle guerre.

Aussi longtemps que les gouvernements impérialistes auront entre les mains leurs instruments meurtriers, le péril nucléaire subsistera.

La seule chance d'empêcher la guerre, c'est de désarmer les fauteurs de guerre en jetant bas le capitalisme dans ses propres citadelles. C'est la tâche et le devoir des travailleurs au sein même de ces pays.

La IVE Internationale et ses sections sont parties prenantes de la bataille engagée contre le militarisme et l'austérité. Dans toute l'Europe, une voix unie doit s'élever pour dire non au déploiement des missiles et aux dépenses militaires, pour dire non aux effets de la crise (chômage, réduction des salaires et des dépenses sociales, agitation raciste des forces de droite). A chaque occasion importante, cette voix doit se faire entendre. Dès l'autisme prochain, la mobilisation qui s'est développée dans différents pays devrait franchir un nouveau pas dans sa coordination, en prenant rendez-vous pour une grande manifestation européenne.

Les sections européennes de la IVE Internationale contribueront de toutes leurs forces, à ce combat. ■

Secrétariat unifié (SU)
de la IVE INTERNATIONALE,
25 avril 1983.

La déclaration de guerre des Etats-Unis

"Nous avons un intérêt vital à éviter
la prolifération de nouveaux Cuba"

affirme un document secret du Conseil de sécurité américain

LE document de Santa Fé intitulé « Une nouvelle politique interaméricaine pour les années 1980 », rédigé pour le Parti républicain de Ronald Reagan avant son élection à la présidence des Etats-Unis, définissait, en s'inspirant de la doctrine Monroe (2 décembre 1813 : « L'Amérique aux Américains »), les grands axes d'une politique en Amérique centrale. Il y était notamment affirmé que « les USA ne peuvent continuer à accepter le statut de Cuba, Etat vassal de l'Union soviétique » (cf. *Inprecor* numéro 127 du 31 mai 1982, où nous avons publié de larges extraits de ce document).

Au cours d'une rencontre au sommet, en avril 1982, dirigeants civils et militaires américains et membres de la CIA ont adopté des décisions encore plus précises. Celles-ci sont résumées dans le document du Conseil national de sécurité que nous publions ci-après. Ce texte a été reproduit dans le *New York Times* du 7 avril dernier. Dans la partie numéro IV, qui prévoit les différents scénarios possibles en Amérique centrale, seul le premier a été divulgué par le quotidien américain, les

scénarios 2 à 6 n'ayant pas été rendus publics.

L'agression des bandes somozistes au Nicaragua, les menaces d'intervention impérialiste contre Grenade ; le renforcement du potentiel militaire hondurien, avec, notamment, l'installation d'un système de radars capable de contrôler le trafic aérien de toute la région ; le soutien croissant apporté aux forces répressives salvadoriennes, ce dont témoigne la décision récente d'établir des camps d'entraînement pour les troupes salvadoriennes au Honduras, de manière à pouvoir accroître le nombre des conseillers US dans la région sans devoir en rendre compte au Congrès américain, sont autant de faits à mettre en relation avec les directives impérialistes contenues dans le document du Conseil national de sécurité. Tout cela constitue un processus d'escalade contre-révolutionnaire dûment programmé. La solidarité internationale à la révolution centro-américaine doit suivre, elle aussi, la même accélération, pour ne pas laisser les peuples d'Amérique centrale isolés face à l'impérialisme US et à ses alliés. ■

DOCUMENT

1) INTÉRÊTS ET OBJECTIFS

Nous avons intérêt à mettre en place et à soutenir des Etats démocratiques en Amérique centrale, capables de mener leur politique et de diriger leur économie sans ingérence extérieure. Stratégiquement, il est pour nous d'un intérêt vital d'empêcher la prolifération d'Etats sur le modèle cubain, qui fourniraient un appui à la subversion, compromettraient des voies maritimes vitales, et feraient peser une menace militaire directe à nos frontières. Handicap global pour nous, cela créerait une désorganisation économique et mènerait à une augmentation de l'immigration illégale aux USA.

A court terme, nous devons viser à éliminer l'influence soviéto-cubaine dans la région et, à long terme, nous devons mettre en place des gouvernements politiquement stables, capables de résister à de telles influences.

2) LA SITUATION ACTUELLE

La détérioration de nos positions, manifeste encore il y a six à douze mois, a été enrayée. Les derniers événements politiques dans la région ont été positifs. Les élections au Honduras, au Costa Rica et au Salvador ont marqué un fort contraste avec un Nicaragua toujours plus totalitaire. Elles ont bloqué l'audience croissante de l'extrême gauche et de son programme dans la vie politique de ces pays. Au Guatemala, le récent coup d'Etat des jeunes officiers nous a ouvert de nouvelles possibilités pour améliorer nos relations avec ce pays. Le mini-coup qui a eu lieu à Panama a amené au pou-

voir un commandant de la Garde nationale plus jeune, plus dynamique et plus favorable aux USA (1). Dans la région, la coopération entre les Etats démocratiques s'est améliorée, et la création de la Communauté démocratique centro-américaine (Central American Democratic Community, CADC) (2) le montre clairement.

Militairement, la situation s'est améliorée au Salvador : toute perspective d'une proche victoire militaire du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) s'est évanouie et les capacités d'action des forces militaires salvadoriennes se sont visiblement améliorées. Le contrôle mis en place dans la région a gêné mais pas arrêté la fourniture militaire à la guérilla.

Le coup d'Etat au Guatemala peut entamer les capacités militaires du gouvernement mais si, à long terme, ce gouvernement se montre capable de faire face aux problèmes de la violence officielle, il peut s'avérer plus efficace pour mener une politique contre-insurrectionnelle.

Au Nicaragua, les Sandinistes sont soumis à une pression croissante du fait de notre activité souterraine et de l'état critique de leur économie. Pour la première fois, les Sandinistes ont des raisons de comprendre qu'ils ne peuvent exporter la subversion en toute impunité. Mais de sérieux problèmes demeurent :

1. Le coup d'Etat militaire qui a porté le général Efraim Rios Montt au pouvoir au Guatemala a eu lieu le 23 mars 1982. Au début du même mois, au Panama, le chef de la Garde nationale, le colonel Florencio Flores, était mis à la retraite et remplacé par le chef d'Etat-major Ruben Dario Paredes. A la fin juillet, le Président panaméen Aristides Royo était destitué sous la pression de la Garde nationale et remplacé par Ricardo de la Espriella. Le général Ruben Paredes a déjà obtenu l'appui de la formation

— Les forces de la guérilla au Salvador et au Guatemala regroupent toujours entre 4 000 et 5 000 personnes dans chaque pays.

— Il existe un manque de consensus politique dangereux au Salvador et au Guatemala, qui peut mener à un bouleversement politique. Les réformes politiques, sociales et institutionnelles doivent être poursuivies.

— Nous continuons à rencontrer de sérieuses difficultés avec l'opinion publique américaine et avec le Congrès, ce qui compromet notre capacité à poursuivre le cours actuel. L'opinion publique internationale, en particulier en Europe et au Mexique, continue à s'opposer à notre politique.

— Cuba et le Nicaragua réussissent encore à maintenir, et même à accroître leur soutien aux groupes insurrectionnels et terroristes, en particulier au Honduras et au Costa Rica, où leur activité se développe. Panama pourrait devenir leur prochaine cible.

— Le Mexique continue à apporter un appui, en partie ouvert et en partie secret, à l'extrême gauche, sous forme de propagande, de fonds et de soutien politique.

— L'OLP et la Libye continuent à soutenir militairement et financièrement l'extrême gauche.

gouvernementale, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), pour être présenté comme candidat aux élections présidentielles d'octobre 1984.

2. La Communauté démocratique centro-américaine a été constituée sous l'égide américaine au début 1982. Elle regroupe le Salvador, le Honduras et le Costa Rica. Il lui était fixé comme objectif d'appuyer les actions diplomatiques US et la tenue des élections salvadoriennes du 28 mars.

— La situation économique de la région continue à se détériorer, créant des troubles sociaux et politiques qui freinent nos efforts visant à stabiliser la situation.

3) NOTRE STRATÉGIE

Notre stratégie actuelle consiste à mettre en place un engagement soutenu et efficace dans la région, grâce aux mesures suivantes :

— Améliorer les capacités militaires des Etats démocratiques afin de s'opposer à la subversion de l'extrême gauche.

— Améliorer la situation économique par le biais d'une aide économique directe et de l'Initiative pour le Bassin de la Caraïbe (Caribbean Basin Initiative, CBI)(3).

— Apporter un soutien direct à l'action de contrôle et de renseignement dans la région (4).

— Accroître la pression contre le Nicaragua et Cuba pour leur faire payer plus cher leur interventionnisme.

— Mettre en place des institutions politiques démocratiques susceptibles de recevoir un soutien politique dans les pays concernés.

— Poursuivre les programmes de réformes visant à apporter des solutions aux problèmes sociaux qui nourrissent et aident l'insurrection.

— Stimuler la coopération régionale entre les Etats démocratiques, afin de promouvoir une action collective de sécurité à travers l'Organisation des Etats américains (OEA), le Traité de Rio (5) et la Communauté démocratique centro-américaine (CADC).

— Faire un effort concerté d'information pour répondre aux préoccupations de l'opinion publique à propos de l'Amérique centrale.

— Adopter une stratégie de négociations qui manifeste à la fois une approche raisonnable mais ferme, et amène à réaliser des compromis sur les termes que nous choisissons.

La plupart des éléments nécessaires pour appliquer cette stratégie sont en place, mais pas tous.

4) OU EN SERONS-NOUS EN 1984 ?

Où en serons-nous à la fin de l'année fiscale 1984 ? Cela dépend d'une série de suppositions. Nous énumérons ci-dessous six scénarios possibles. Le scénario numéro un est le plus probable. Les scénarios 2 à 6 sont exposés en annexe de ce document.

— SCENARIO 1 (cas probable) —

SUPPOSITIONS :

— Disponibilité de 1 milliard de dollars pour l'aide économique et militaire annuelle au Bassin de la Caraïbe.

— Renforcement de nos activités secrètes, comme cela a été approuvé par le NSDD 17 (6) et les autres autorités existantes.



A San Salvador lors de la visite du Pape. (DR)

— Pas d'envoi de troupes américaines ni d'augmentation significative des conseillers US.

— Intensification de notre activité à l'encontre de Cuba et du Nicaragua. Pas de changement qualitatif significatif dans le type de soutien.

— Accroissement de l'efficacité du contrôle des livraisons d'armes, mais un nombre important d'armes continue à arriver.

— Relance graduelle de l'économie mondiale entraînant une amélioration de la balance des paiements et des économies locales dans le Bassin.

RESULTATS (régional) :

— L'influence de Cuba et du Nicaragua est lentement réduite.

— Les économies de la région se renforcent.

— La coopération en matière militaire et de renseignement entre les Etats démocratiques de la région s'améliore.

— Les structures démocratiques sont renforcées dans une série de pays.

— Le CADC devient un instrument multilatéral efficace.

— Accroissement de la confiance à notre égard dans la région.

3. C'est trois jours après l'« Appel de Managua » du Président mexicain Lopez Portillo, que Ronald Reagan annonçait, le 24 février 1982, son « Plan de développement et d'aide militaire à l'Amérique centrale et à la Caraïbe ». Qualifié par la presse de « mini-Plan Marshall », il constituait une nouvelle étape dans l'escalade impérialiste. Il fut présenté par un discours qui relevait d'une véritable croisade anticommuniste au cours duquel Reagan dénonçait « le poids de plus en plus écrasant de la gauche totalitaire à Grenade et au Nicaragua, et l'extension des violences révolutionnaires soutenues par Moscou et organisées par Cuba en Amérique centrale » (cf. *Inprecor* numéro 121 du 22 mars 1982).

4. Sous la formulation « Regional Interdiction », le document du Conseil national de Sécurité fait surtout référence aux activités américaines contre les livraisons d'armes aux guérillas

El Salvador : Les forces armées améliorent leur efficacité, acculant les forces de guérilla à être toujours plus sur la défensive, cependant, celles-ci maintiennent des capacités d'intervention réelles. Accroissement des frictions entre les groupes de la guérilla et leurs partisans. Elections d'une Assemblée nationale et du président en 1983. Lente mais réelle réduction de la violence politique et/ou générale. Les problèmes se maintiennent avec l'opinion publique américaine, suivant un schéma classique en relation avec le rapport semestriel (7) et les élections présidentielles (américaines) de 1984.

Nicaragua : Accroissement de l'isolement du Nicaragua.

Guatemala : Selon le degré de stabilisation dans l'ensemble de la région, la situation pourrait s'y améliorer de façon significative (voir les décisions à prendre).

Honduras et Costa Rica : La situation insurrectionnelle y est encore à un faible niveau et reste contrôlable. De sérieux problèmes économiques créent des tensions sociales et stimulent un développement de la violence. Le terrorisme se développe, mais pas au point de provoquer un effondrement intérieur.

salvadorienne et guatémaltèque.

5. Le Traité de Rio, qui date de septembre 1974, est un traité d'assistance réciproque en cas d'agression, signé par tous les Etats américains, Canada mis à part.

6. Abréviation pour National Security Decision Directive 17, qui correspond à la décision, adoptée le 17 novembre 1981, d'attribuer à la CIA une somme de 19,5 millions de dollars pour organiser des opérations secrètes en Amérique centrale.

7. Un amendement aux dispositions d'aide militaire au régime salvadorien fait obligation au Président américain de témoigner personnellement d'une amélioration de la situation des droits de l'homme au Salvador pour la poursuite de l'aide militaire US. Ce rapport est donc une sorte de certificat de bonne conduite que Ronald Reagan doit attribuer, tous les six mois, à la dictature salvadorienne.

IMPLICATIONS POLITIQUES :

— Poursuivre la stratégie exposée à la section 3. L'esprit de suite et l'acharnement sont des éléments clés.

— Maintenir le niveau des fonds à un milliard de dollars par an pour le Bassin (aide économique et militaire). Ceci nécessitera d'obtenir un supplément de 250-300 millions de dollars pour l'année fiscale 1983 et de poursuivre notre effort visant à obtenir les fonds supplémentaires pour 1982.

— Développer tous les efforts possibles pour obtenir du Congrès l'approbation des fonds supplémentaires destinés à l'Aide au Bassin de la Caraïbe pour l'année fiscale 1982, afin d'alléger de sérieuses tensions économiques à court terme dans la région, d'empêcher des reculs militaires au Salvador entre le moment présent et le mois d'octobre, et de s'assurer la coopération du Honduras.

— Si la situation continue à s'améliorer au Guatemala, nous aurons besoin de ressources supplémentaires pour renforcer l'aide au niveau économique et militaire, ainsi qu'au niveau du travail de renseignement.

— Appliquer toutes les décisions du NSDD de novembre 1981.

— Renforcer le travail de renseignement américain et améliorer dans ce domaine les capacités de chaque pays de la région.

— Renforcer substantiellement la qualité de notre connaissance économique et politique de la région en assignant un personnel plus nombreux à cette tâche.

— Développer nos efforts pour informer le public sur la base des thèmes exposés dans le document du Département d'Etat. Assigner à cet effet le personnel nécessaire.

— Mener une campagne diplomatique plus active afin de retourner le Mexique et les sociaux-démocrates en Europe. En attendant, les maintenir à l'écart des questions centro-américaines et mettre en relief l'appui positif des partis chrétiens-démocrates et des syndicats libres.

— Organiser une pression de l'opinion publique contre Cuba en utilisant la question des droits politiques et des droits de l'homme. Utiliser la communauté cubaine internationale pour faire passer notre message.

— Accélérer les programmes d'entraînement militaire dans la région en mettant l'accent sur l'aspect multilatéral là où cela est possible et productif.

— Accroître notre pression économique sur Cuba. (Pour renforcer l'embargo économique, imposer des restrictions plus sévères sur ce que Cuba reçoit d'autres pays.)

— Accroître nos efforts pour parvenir à des négociations qui ne se placent pas dans le cadre d'un mandat du Congrès, qui irait à l'encontre de nos intérêts.

— Continuer à renforcer le CADC.

— Commencer un travail visant à accroître les luttes fractionnelles au sein des groupes de guérilla.

— Faire pression pour un programme d'amnistie au Salvador et au Guatemala et

faire connaître les programmes correspondants au Costa Rica et au Honduras. Multiplier les efforts pour exacerber les luttes fractionnelles dans l'extrême gauche.

5) DÉCISIONS A PRENDRE

Comme l'indique la section 3, les éléments clés de notre politique sont en place. Cependant, il reste les questions suivantes, auxquelles il faudra faire face :

— *Ressources nécessaires (année fiscale 1982)*. Le scénario numéro 1 exposé ci-dessus a pour postulat une allocation de ressources de 1 milliard de dollars par an jusqu'à l'année fiscale 1984 (et probablement au-delà). Le programme pour l'année fiscale 1982, comprenant l'aide économique et militaire, le CBI, le supplément d'aide militaire et l'utilisation de la disposition numéro 506 se montera à environ un milliard de dollars. Si la demande de fonds supplémentaires n'est pas approuvée, notre programme sera sérieusement compromis.

Décision : faire un effort maximum, sous la direction de la Maison Blanche, afin d'obtenir l'accord du Congrès pour ces fonds supplémentaires.

— *Ressources nécessaires (année fiscale 1983)*. Dans notre budget 1983, il nous manquera environ 300 millions de dollars par rapport au montant prévu de 1 milliard de dollars (en dollars 1982). Il n'est pas nécessaire de prendre une décision maintenant, mais au début de l'année fiscale 1983, il faudra affronter ce problème de manque de fonds.

— *Ressources nécessaires (en personnel)*. L'obtention de rapports politiques, militaires et économiques vitaux sur l'Amérique centrale a été sérieusement

La victoire sandiniste de juillet 1979. (DR)



entravée par l'absence de ressources en personnel.

Décision : que le plafond global du personnel du Département d'Etat soit augmenté de 35 unités (en sus des rallonges pour l'année fiscale 1982 et des prévisions budgétaires pour 1983), afin de fournir une aide supplémentaire pour l'effort d'information et d'obtenir davantage de rapports politiques et économiques sur la région. De la même façon, que les ressources du ministère de la Défense dans la région soient revues en hausse.

— *Ressources nécessaires (Guatemala)*. Nous aurons besoin d'une aide supplémentaire pour l'année fiscale 1982 et 1983 afin de manifester notre soutien au nouveau gouvernement et de l'aider dans sa lutte contre la subversion.

Décision : que 50 000 dollars des fonds du Programme d'éducation et d'entraînement militaire international soient alloués au Guatemala pour l'année fiscale 1982, que les ventes au comptant de matériel militaire soient autorisées immédiatement au Guatemala ; que 10 millions de dollars de crédit du programme FMS (vente de matériel militaire à l'étranger) soient alloués au Guatemala pour l'année fiscale 1983.

— *Ressources nécessaires (Guatemala - contrôle des armes)*. Des mesures immédiates doivent être prises pour appliquer un programme de contrôle des livraisons à la guérilla au Guatemala, comme prévu par l'Enquête présidentielle du 9 mars 1981 sur l'Amérique centrale.

Décision : que les fonds de la CIA prévus par l'Enquête présidentielle du 9 mars 1981 passent de 19,5 à 22 millions de dollars, afin de lancer un programme étendu au Guatemala au cours de cette année fiscale. Ces fonds devraient être prélevés, si possible, sur la Réserve d'urgence de la CIA.

— *Activité de renseignement*. Malgré de nettes améliorations dans le domaine du renseignement, beaucoup reste encore à faire.

Décision : que le ministère de la Défense et la CIA soient chargés d'améliorer le travail de renseignement dans la région, en mettant l'accent sur l'amélioration dans ce domaine des capacités de chaque pays de la région.

— *Information de l'opinion publique et du Congrès*. Des améliorations urgentes sont nécessaires.

Décision : que, sous les auspices de la Maison Blanche, un effort soit fait dans l'information du public visant en particulier à améliorer les rapports avec le Congrès et avec les responsables des médias.

— *NSDD 17* : Toutes les mesures du NSDD 17 n'ont pas été appliquées.

Décision : réaffirmer la validité du NSDD 17 et en exiger l'application totale.

Conseil national de Sécurité
Avril 1982.

"Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif"

Appel du New Jewel Movement à rejoindre les milices pour défendre la révolution

LE 10 mars dernier, le président Ronald Reagan annonçait sa décision d'augmenter l'aide militaire US au Salvador et lançait de sévères mises en garde contre le Nicaragua et l'île de Grenade, accusés de menacer « la quatrième frontière » américaine. Quelques jours plus tard, le dirigeant impérialiste précisait : « Ce ne sont pas les noix de muscade (principale production de Grenade) qui sont en jeu dans les Caraïbes et en Amérique centrale. C'est la sécurité nationale des Etats-Unis. » L'administration américaine exprimait ainsi sa volonté de ne pas laisser la petite île de Grenade à l'écart de l'offensive contre-révolutionnaire lancée dans la région.

Comme élément de préparation à une éventuelle action armée contre Grenade, la CIA, dans un rapport « top secret », vient d'apporter les preuves « irréfutables » de l'incroyable surarmement de l'île de Grenade. Parmi celles-ci, on peut y citer le fait qu'une trentaine de policiers viennent d'être armés de revolvers à barillet avec une portée de tir de plusieurs dizaines de mètres, qu'un avion d'épandage, fabriqué en 1926, avait été modifié, permettant ainsi à son pilote de sortir la tête et les épaules du cockpit pour pouvoir tirer avec un pistolet automatique. Ce rapport de la CIA, cité par l'édition internationale hebdomadaire de *Granma* du 27 mars dernier, dénonce également le programme de modernisation de navires grenadiens. Les avions et satellites espions américains ont en effet confirmé que, sur une plage proche de la capitale Saint-Georges, deux bateaux en bois de 3,5 mètres de long avaient été équipés de moteurs hors-bord et auront une possibilité d'installation de mitrailleuses de calibre 30. Le ridicule de ces accusations ne doit pas faire oublier qu'elles peuvent néanmoins justifier, demain, aux yeux de l'administration Reagan, une expédition armée contre l'île de Grenade.

C'est donc très sérieusement que les dirigeants du New Jewel Movement (Mouvement pour le bien-être social, l'éducation et la libération) ont répondu à ces menaces impérialistes. Lors du quatrième anniversaire de la chute de la dictature de Sir Eric Gairy, le 13 mars dernier, le Premier ministre Maurice Bishop, rentré d'urgence du sommet des pays non-alignés

de New Delhi, devait qualifier les propos de Reagan de « ce qu'il y a de plus proche d'une déclaration de guerre tout en ne la déclarant pas, ajoutant également que les impérialistes ont essayé de développer leur propagande à Grenade. Ils ont essayé de mettre en œuvre leur agression économique. Dans les deux cas, notre peuple leur a infligé un échec sévère. Alors, maintenant, ils sont obligés de recourir à l'agression armée ».

En riposte à une telle perspective, les dirigeants grenadiens ont appelé la population de l'île à se mobiliser en rejoignant les milices populaires. En effet, depuis environ un mois, une véritable mobilisation générale contre le risque d'une invasion impérialiste a lieu à Grenade. Le mercredi a été décrété journée de la milice, et les organisations de masse jouent un rôle essentiel dans cette mobilisation de la population pour organiser la vigilance, des collectes de nourriture, la formation de groupes médicaux d'urgence, et le renforcement de la milice. Les 21 et 22 avril derniers, des manœuvres défensives de l'armée grenadienne ont eu lieu. Les deux jours suivants, la population était invitée à s'y associer, pour montrer à l'impérialisme US et au monde entier la détermination du peuple de Grenade à résister à toute intervention impérialiste.

Mais il est évident que cette petite île de 130 000 habitants ne dispose pas des moyens militaires suffisants pour s'opposer au géant impérialiste américain si celui-ci décidait d'y fomenter une intervention du style de celle organisée contre le Nicaragua avec les anciens gardes somozistes. Grenade, malgré le courage et la détermination de son peuple, pourrait alors devenir le maillon faible de la chaîne révolutionnaire de la région. La mobilisation anti-impérialiste internationale contre les menées guerrières de l'administration Reagan ne doit pas perdre de vue cet élément. Elle doit être à la hauteur de la détermination des Grenadiens à défendre leur révolution, détermination exprimée dans l'appel du Comité central du New Jewel Movement. Cet appel, que nous publions ci-après, a été adopté il y a quelques semaines sous le titre suivant : « Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif, rejoignez la milice dès maintenant. »

NEW JEWEL MOVEMENT

Plus de 4 000 contre-révolutionnaires somozistes armés, financés et dirigés par les faiseurs de guerre américains de Reagan ont attaqué notre révolution-sœur au Nicaragua. Ces chiens de guerre ont été parachutés par des avions de fabrication américaine à moins de 200 kilomètres de Managua, la capitale. Cela fait maintenant plusieurs mois que des soldats américains les entraînaient aux côtés de l'armée hondurienne dans des camps situés à l'intérieur du Honduras, le voisin le plus proche du Nicaragua.

En ce moment-même, les combats font rage, et les fils et les filles du Nicaragua, qui ont combattu quinze longues années pour libérer leur pays de la dictature de Somoza, défendent leur patrie avec une énergie redoublée !

Cette attaque contre le Nicaragua survient moins de deux jours après que notre camarade dirigeant Maurice Bishop ait

prédit que Reagan et ses seigneurs de la guerre préparaient une attaque contre les révolutions populaires dans la région. Rappelez-vous que Reagan, commandant en chef des forces armées américaines, a attaqué toutes les révolutions de la région dans son discours du 10 mars dernier. Le Nicaragua vient juste d'être envahi, Grenade suivra bientôt.

DES MENACES D'INVASION ILS SONT PASSÉS AUX ACTES

Au cours des dernières semaines, les menaces américaines contre Grenade se sont faites plus précises au travers de déclarations du vice-président George Bush, de l'adjoint au Secrétariat de la défense Nestor Sanchez, et du Secrétaire d'Etat à la défense Caspar Weinberger.

Le gouvernement américain développe depuis quelques temps une campagne de propagande mensongère de grande ampleur contre Grenade, prétendant que

nous construisons des bases aériennes, des bases navales, ainsi que des unités de stockage d'armement, et que nous torturons et laissons mourir de faim les détenus dans nos prisons. Les Etats-Unis savent bien que ce sont des mensonges. En colportant ces mensonges, ils cherchent un prétexte pour monter une attaque militaire contre Grenade.

Le 15 mars, le responsable nord-américain des opérations navales, l'amiral John Watkins, a déclaré qu'« il était temps pour les Etats-Unis de dépasser le stade de la simple rhétorique ». En d'autres termes, cela signifie que l'amiral veut que des mesures soient prises pour appuyer les menaces des seigneurs de guerre américains ! Il a fait remarquer que les Etats-Unis disposent de 20 navires de guerre qui sillonnent en permanence les eaux de la Caraïbe. Et l'invasion du Nicaragua est survenue dans les jours qui ont suivi cette déclaration.

Le Gouvernement révolutionnaire populaire (PRG) a les preuves tangibles, émanant de plusieurs sources, de l'existence d'un plan contenant tous les détails d'une attaque armée lancée contre Grenade par des contre-révolutionnaires de l'étranger. Ces contre-révolutionnaires ont travaillé en étroite collaboration avec la CIA et le Département d'Etat américain de la défense. Le PRG possède même les noms des officiers de la CIA qui ont travaillé avec les contre-révolutionnaires. La date exacte de l'attaque n'est pas encore connue, mais nous savons qu'elle est prévue pour les jours ou les semaines à venir. Nous savons également que, comme dans le cas du Nicaragua, les contre-révolutionnaires, qu'ils soient ou non grenadiens, recevront une aide appréciable de la part des Etats-Unis dans leur attaque armée de la révolution grenadienne.

A Grenade, la corruption a été éliminée, les fruits de la révolution bénéficient réellement aux travailleurs. De plus, notre île s'est faite une réputation internationale de pays honnête, efficace, courageux et progressiste. Au vu des progrès considérables accomplis par notre révolution, l'impérialisme se rend compte que Reagan n'a aucune chance d'abattre notre révolution par le seul biais de la propagande, du sabotage économique, ou des pressions contre les pays ou les institutions internationales qui nous fournissent de l'aide. L'impérialisme américain est acculé. Il a donc mis au point une attaque militaire ouverte contre Grenade.

NOUS DÉFENDRONS LA RÉVOLUTION JUSQU'AU DERNIER

Grenadiens, Grenadiennes ! Patriotes, révolutionnaires ! Tenez-vous prêts ! Nous avons mené la lutte ensemble aux heures sombres de la dictature de Gairy. Nous nous sommes soulevés pour gagner notre liberté. Dès les premiers mois de la révolution, nous avons eu à faire face à des déclarations menaçantes, à la propagande et à la déstabilisation économique, aux complots contre-révolutionnaires, à l'attentat à la bombe du 19 juin 1982, à l'attaque terroriste du 17 novembre 1982, aux manœuvres américaines « Amber et Amberines » d'août 1981 qui ont simulé une invasion directe de notre pays.

Nous avons repoussé toutes ces attaques grâce à la mobilisation active et à l'unité inébranlable de notre peuple, grâce à la direction énergique et décisive du New Jewel Movement (NJM).

Il nous faut maintenant faire face à la menace la plus sérieuse qu'ait connue notre patrie depuis le premier jour de notre révolution. Cela signifie que tous les Grenadiens et Grenadiennes qui aiment leur pays, qui désirent voir se poursuivre notre marche en avant, doivent se faire connaître. Il ne faut pas s'y tromper : une attaque de mercenaires, une attaque terroriste, une invasion à grande échelle entraînera la perte de centaines de vies humaines et le retour à la répression et à la brutalité contre notre peuple, signifiera la fin de tous les bienfaits apportés par

notre révolution, la fin de l'édification d'une société nouvelle et plus juste, la fin de nos espoirs et de nos rêves pour notre futur et celui de nos enfants.

Renoncerions-nous à tout ce pourquoi nous avons œuvré et lutté ? Renoncerions-nous à tout ce pourquoi nos héros ont donné leur vie ? La réponse est « non » ! Nous défendrons la révolution jusqu'à notre dernière goutte de sang ! Unis, nous vaincrons !

L'HEURE EST VENUE, EN AVANT !

Il nous faut obtenir la mobilisation la plus large qu'ait connue la milice depuis le début de la révolution. Tout membre des milices doit se présenter afin de recevoir l'entraînement militaire inten-



Meeting populaire après la chute de Gairy (25 mars 1979). (DR)

sif pour participer à la défense du pays en cas d'invasion et pour assurer la défense des points stratégiques, particulièrement sur les plages. Ils ne doivent pas débarquer ! Nous devons les repousser à la mer !

Cet appel s'adresse spécialement à vous ... qui avez « peur des armes », à vous ... qui avez toujours été « trop occupés pour vous engager », à vous ... qui n'avez « personne à qui confier les enfants ». Prenez courage et engagez-vous dans la milice ! Apprenez à défendre votre famille, votre communauté et votre pays ! Engagez-vous dans la milice dès maintenant !

Cet appel s'adresse spécialement aux personnes âgées, à nos infirmières, à nos hommes d'affaires, à tous nos citoyens : apportez votre contribution à la défense de notre pays. Des unités d'aide médicale, des groupes de responsables de crèches, ainsi que des groupes de personnes affectés aux cantines seront mis sur pied dans chaque paroisse et dans chaque zone. Ceux et celles qui peuvent apporter leur aide doivent rejoindre ces groupes. Ceux et celles qui peuvent faire don de nourriture, d'eau, de grands sacs, de vieux draps pour confectionner des pansements doivent se faire connaître au plus vite.

Cet appel s'adresse à vous qui pouvez creuser des tranchées, qui pouvez participer à la garde de notre pays durant les nuits, qui pouvez conduire ou prêter un véhicule : les Forces armées révolutionnaires du peuple ont besoin de votre aide pour accomplir rapidement toutes les tâches qui doivent être réalisées dès maintenant !

Cet appel s'adresse à nos organisations de masse pour qu'elles lancent la campagne la plus importante de notre histoire de recrutement à la milice, afin de mobiliser notre peuple pour surveiller nos plages, les services vitaux et toute autre réalisation de la révolution, pour creuser des tranchées, pour organiser les unités médicales, les crèches et autres services sociaux, pour aider les forces armées en leur fournissant toutes les informa-

tions utiles sur des activités suspectes. Souvenez-vous que nos concitoyens sont les yeux, les oreilles et le nez de la révolution.

Rejoignez dès maintenant la milice, suivez dès maintenant l'entraînement pour les plus vastes manœuvres de l'histoire de notre pays, qui auront lieu les 21 et 22 avril pour l'Armée révolutionnaire du peuple, et les 23 et 24 avril pour l'ensemble des forces armées et de la population, les manœuvres « Jeremiah Richardson » pour la défense de la patrie.

- Prenez part aux manœuvres !
- Prenez part à la défense de notre pays !
- Montrez à Reagan que nous sommes unis jusqu'au dernier et à la dernière !
- Un peuple uni, conscient, vigilant et organisé ne peut jamais être vaincu !
- CIA, aucune chance ! Nous remporterons la victoire !
- Vive la révolution !
- Toujours de l'avant, jamais de recul !

Comité central du
NEW JEWEL MOVEMENT,
mars 1983.

Un an après l'invasion israélienne au Liban

Les difficultés pour stabiliser la situation au Liban et l'échec des manoeuvres diplomatiques du roi Hussein de Jordanie

LE dynamitage de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, le 18 avril dernier, est hautement symbolique. La tentative de stabilisation de la situation dans toute la région, amorcée depuis septembre 1982 à l'initiative de l'impérialisme, a abouti jusqu'ici à un échec. L'impasse des négociations libano-israéliennes, qui traînent en longueur sans aucune perspective de succès à une échéance rapprochée, et la faillite de l'opération menée par le roi Hussein de Jordanie, annoncée le 10 avril, en sont une confirmation incontestable (1). Pour comprendre les aspects essentiels de la situation actuelle au Proche-Orient, il faut revenir sur les événements qui ont suivi la fin de la bataille de Beyrouth, à la suite de l'agression israélienne lancée contre les Palestiniens en été 1982.

Livio MAITAN

La reconstruction de l'Etat néo-colonial libanais a effectivement commencé et, de surcroît, le nouveau régime du président Amine Gemayel a été mis sur pied avec un consensus quasi universel. L'armée a été réorganisée, la capitale réunifiée et l'Etat a repris, début mars, le contrôle du port de Beyrouth, qui était auparavant exclusivement contrôlé par les milices phalangistes et représentait l'une de leurs principales sources de revenu. Par ailleurs, le Mouvement national (MNL), présidé par Walid Joumblatt, et le mouvement ouvrier libanais, sont loin d'avoir surmonté leur crise et, pour l'instant, ils n'ont aucune possibilité ni aucune intention d'ailleurs de contester le nouveau pouvoir central (2).

Ceci dit, la situation est loin d'être stabilisée, et l'Etat libanais est loin de contrôler effectivement le territoire national. En fait, il ne contrôle que la capitale et les zones avoisinantes.

LA SITUATION AU LIBAN

Dans le nord, des conflits sanglants ont éclaté fin décembre et début janvier entre des musulmans alaouites sous influence syrienne et des musulmans sunnites, unifiés, malgré leur hétérogénéité, par l'hostilité commune envers la Syrie. Dans la région de Tripoli, c'est toujours Rachid Karamé, chef sunnite traditionnel et ancien Premier ministre libanais, qui joue le rôle prédominant, alors qu'à Zghorta, fief de l'ancien président Soleiman Frangié, ce sont des chrétiens maronites adversaires des phalangistes qui font la loi (3).

Dans la région du Chouf, au sud de Beyrouth, la situation n'a pas été stabilisée non plus. Des batailles se sont déroulées à plusieurs reprises entre les phalangistes et les Druzes de Walid Joumblatt, président du Mouvement national (MNL) et dirigeant du Parti socialiste progressis-

te (PSP). Toutes les sources d'information soulignent que l'armée israélienne a fait de son mieux pour attiser et prolonger les conflits.

Dans le sud, où opèrent aussi les milices chiites du groupe Amal, les sionistes ont encore élargi la zone confiée à leur fantoche, le « commandant » Saad Haddad, qui s'est opposé jusqu'ici à toute pénétration dans son fief, aussi bien de l'armée libanaise que des milices phalangistes. Détail significatif : il y a quelques mois, Haddad a décidé d'interdire l'activité de tous les partis politiques, y compris les phalangistes, dans la zone qu'il contrôle.

Quant à la plaine de la Bekaa, proche de la frontière syrienne, elle reste sous le contrôle de Damas. Il faut ajouter, pour compléter cette description de la situation libanaise, que des forces palestiniennes sont toujours présentes, aussi bien dans la Bekaa que dans le nord. D'autre part, un rôle non négligeable est joué par les organisations chiites. Outre la présence de contingents d'Amal dans le sud, des éléments de la fraction d'Amal, dirigée par Hussein Moussavi, opèrent dans la Bekaa en accord avec les Syriens (à Beyrouth existe également une autre fraction

Le retrait des forces de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Beyrouth et l'occupation israélienne d'une partie du Liban ont créé un rapport de forces plus favorable aussi bien au sionisme et à l'impérialisme qu'aux régimes arabes conservateurs. Les uns et les autres visaient à exploiter cette évolution de la situation pour contraindre l'OLP à renoncer à sa lutte pour la création d'un Etat palestinien réellement indépendant et à accepter une solution néo-coloniale, dont les termes précis resteraient par ailleurs à définir. L'émergence d'un Liban « normalisé » sous le contrôle des forces les plus réactionnaires, dominées par les phalanges chrétiennes, représentait une pièce maîtresse de la recombinaison de la situation politique dans la région.

chiite dirigée par Nabil Behri). Il ne faut pas oublier non plus les Pasdars (combattants de la révolution) iraniens, qui sont, eux aussi, présents dans la Bekaa, et d'autres groupes se réclamant de l'idéologie khomeiniste, dont l'Organisation de la Jihad islamique, qui a revendiqué la responsabilité de plusieurs attentats contre la force multinationale d'intervention (nord-américains, français, italiens et britanniques) et le récent dynamitage de l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth (4).

Finalement, malgré les restrictions qui leur ont été imposées, les milices phalangistes maintiennent dans une large mesure leur autonomie, et l'opération d'intégration dans l'armée libanaise reconstruite n'a pas été menée à bien jusqu'à maintenant. Pour utiliser une expression de Samir Kassir, correspondant du *Monde diplomatique*, les Forces libanaises des phalanges continuent à constituer « des structures para-étatiques ».

Les dirigeants sionistes qui contribuent, directement ou indirectement, à prolonger cette situation d'instabilité du « nouveau » Liban, y trouvent toujours de nouveaux prétextes pour prolonger leur occupation. En fait, ils craignent de ne pas pouvoir exploiter à fond l'opéra-

1. Philip Habib, représentant US, négociateur impérialiste numéro un, a déclaré le 16 avril au Caire, qu'« il ne voyait pas d'issue prochaine aux pourparlers sur le Liban » et qu'« il ne partageait pas les vues optimistes exprimées par différentes parties ».

2. Le Mouvement national libanais (MNL), qui regroupe diverses formations de gauche, dont le Parti communiste (PCL) et le Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joumblatt, a même suspendu ses activités en vue d'une restructuration. Pour sa part, le PCL a amorcé une autocritique intéressante sous plusieurs angles. Son secrétaire général Georges Haoui a entre autres reproché aux Syriens « leurs hésitations et leur manque de clairvoyance manifestes » ; à la résistance palestinienne de s'être livrée à des surenchères « qui l'ont poussée à amasser des quantités fabuleuses d'armements dans le seul but de consolider la position de

telle ou telle tendance palestinienne » à son propre parti d'avoir été « timoré » dans la critique des abus commis par l'OLP, dont la mise sur pied au Liban d'un mini-Etat embryonnaire opposé au pouvoir légal et contrôlant de nombreuses régions du pays. En même temps, il a critiqué l'incapacité du Mouvement national libanais à organiser la vie quotidienne dans les zones qu'il contrôlait (voir un numéro de la revue *Al Tarik*, paru au début de 1983 et citée par le *Monde* des 17-18 avril 1983).

3. Le *Monde diplomatique*, février 1983. A l'époque où cet article a été rédigé, les milices de Frangié déconnectaient tous les soirs les relais de diffusion de Télé-Liban pour le nord, à l'heure des informations officielles, et diffusaient leur propre journal parlé.

4. Libération du 9 avril 1983, *El Pais* du 9 décembre 1982.

tion — coûteuse sous l'angle militaire, économique, diplomatique, et du point de vue de leur politique intérieure — qu'ils ont lancée au mois de juin de l'an passé. Le leitmotiv servant à justifier l'invasion du Liban, qui consistait à prétendre assurer ainsi la tranquillité de leurs frontières, disparaît peu à peu, même de la propagande sioniste officielle. En réalité, ce que Menahem Begin et son gouvernement veulent, c'est obliger les Syriens à se retirer, chasser du Liban les forces de l'OLP qui s'y maintiennent, et provoquer un exode massif des réfugiés palestiniens. Ce n'est un secret pour personne que ce départ des Palestiniens était le but du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila de septembre 1982 (voir *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982). C'est seulement dans la mesure où les dirigeants israéliens pourront atteindre ces objectifs qu'ils envisageront le retrait de leurs troupes.

La politique israélienne va donc à l'encontre de la stabilisation du Liban sur le plan politique, mais également sur le terrain économique. Voilà un aspect de la situation qu'il ne faut pas minimiser. Il n'est pas besoin de souligner à quel point la guerre a affecté l'industrie et l'agriculture libanaises. La relance de l'économie du pays est maintenant sérieusement entravée par la « libre » circulation des marchandises imposée par les forces d'occupation. Les dirigeants sionistes mènent de véritables opérations de *dumping*, en vendant à bas prix des produits de leur industrie alimentaire qui font concurrence aux produits libanais, aussi bien que des produits agricoles de base. L'agriculture du Sud-Liban se trouve donc particulièrement menacée. En même temps, les autorités israéliennes utilisent le Liban comme tremplin pour la pénétration économique d'autres marchés de la région. Dans les zones qu'elles contrôlent, l'on procède au réemballage de marchandises israéliennes pour falsifier leur origine. Ainsi, Israël peut les vendre, via Beyrouth, à d'autres pays arabes qui n'accepteraient pas de produits provenant ouvertement d'Israël. Autre manœuvre : le port israélien de Haïfa a été ouvert aux marchandises destinées au Liban avec une taxe portuaire inférieure à celle pratiquée au port de Beyrouth (5).

LA POLITIQUE DE LA SYRIE ET DE LA JORDANIE

Une telle évolution de la situation au Liban ne peut que se répercuter sur l'attitude des Etats arabes les plus directement concernés.

La Syrie, dont le gouvernement ne peut pas faire abstraction d'une situation intérieure qui, malgré la répression et certaines apparences, reste précaire, se voit obligée d'accroître son poids spécifique par tous les moyens pour pouvoir mener à bien ses buts propres dans la région. Pour atteindre ces buts, elle cherche à renforcer ses positions en essayant d'élargir son influence sur certaines organisations palestiniennes. Le régime syrien tente ainsi de polariser les secteurs du



Soldats israéliens dans les rues de Gaza occupée. (DR)

mouvement palestinien en désaccord avec la politique de Yasser Arafat, principal dirigeant de l'OLP. En second lieu — et cet élément est l'aspect le plus important —, le régime syrien s'efforce de réorganiser et d'augmenter son potentiel militaire en ayant recours, encore une fois, à l'Union soviétique. Le remplacement de son dispositif de missiles Sam-6, détruit par les attaques israéliennes au mois de juin 1982, par un dispositif plus efficace, basé sur des Sam-5, en est un exemple.

De son côté, la bureaucratie soviétique a tout intérêt à accepter les demandes d'un gouvernement qui, à l'heure actuelle, est le seul allié sur lequel elle puisse compter dans la région. Par ce biais, elle espère ne pas être entièrement coupée des grandes manœuvres politiques qui s'y développent (6).

A son tour, la Jordanie s'est vue obligée de monter encore une fois en première ligne. Depuis le tournant effectué par Anouar el Sadate en 1977, l'un des buts avoués de l'impérialisme a été de pousser la Jordanie à suivre le même chemin que l'Egypte. Mais pour toute une série de raisons — parmi lesquelles le fait que la population jordanienne est compo-

sée de Palestiniens dans une proportion de 55 à 60 %, les séquelles de la guerre de 1967, dont la perte de la Cisjordanie, etc. —, le roi Hussein dispose de marges de manœuvre beaucoup plus étroites que celles de Sadate. Il doit beaucoup plus tenir compte des réactions de l'OLP et de celles des autres Etats arabes. C'est pourquoi les pressions de Washington n'ont pas donné les résultats espérés (7).

Le retrait de l'OLP de Beyrouth, l'évolution du rapport des forces en faveur des Etats les plus modérés du camp arabe, la résolution adoptée par le sommet des pays arabes qui s'est tenu à Fès en septembre 1982, au lendemain de la victoire israélienne au Liban (voir *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982), offraient au gouvernement d'Amman la possibilité de prendre une initiative diplomatique. Dès le début des négociations qui ont été entamées entre l'OLP et les dirigeants des pays arabes, il est clair qu'Hussein cherche à concilier le « plan de paix » proposé par Reagan et celui qui a été adopté à la réunion de Fès. Il peut espérer y réussir, dans la mesure où Yasser Arafat et ses proches collaborateurs ont exprimé à plusieurs reprises des jugements nuancés sur le plan Reagan et parlé même explicitement de rapprochements possibles entre les deux plans en

5. Voir notamment le *Monde diplomatique*, février 1983, le *Monde*, 16 février 1983, *International Herald Tribune*, 15 mars 1983, *Revue d'études palestiniennes*, numéro 7, *El Pais*, 6 décembre 1982.

6. Les préoccupations syriennes ont été exprimées récemment par le quotidien pro-gouvernemental *Tichrine*, qui a rejeté l'idée d'un retrait simultané des forces syriennes et israéliennes, en écrivant entre autres : « La ville de Chtaura, dans la Bekaa libanaise, est plus proche de Damas que toute ville syrienne. Il est par conséquent impossible de séparer la sécurité du Liban de celle de la Syrie, dans l'état de guerre qui prévaut entre la Syrie et Israël. »

Un message envoyé par Reagan à la mi-avril 1983 au président syrien esquissait une petite ouverture, dans la mesure où il soulignait que « la résolution 242 du Conseil de sécurité (des Nations-Unies) s'applique à la Cisjordanie,

à la bande de Gaza et aux hauteurs du Golan ». Riposte immédiate de Begin : « Seule la loi d'annexion prononcée par la Knesset (Parlement israélien) le 14 décembre 1981 prévaut pour le statut du plateau du Golan » (*le Monde* des 19 et 22 avril 1983).

7. Le correspondant du *Monde* à Amman résume comme suit des arguments qui seraient avancés dans les débats qui ont lieu dans les milieux dirigeants de cette capitale : « La Jordanie pourrait difficilement survivre à un isolement comme celui qu'a connu l'Egypte après la conclusion des Accords de Camp David, d'autant plus qu'il lui en coûterait sans doute l'aide financière des pays pétroliers. En outre, en cas d'échec, le monde arabe ferait du royaume hachémite un bouc émissaire, ce que les dirigeants jordaniens veulent à tout prix éviter. » (*le Monde* des 27-28 mars 1983).

question (8). Plus concrètement, ils s'efforcent d'obtenir de l'OLP qu'elle n'avance pas la reconnaissance du droit des Palestiniens à un Etat indépendant comme préalable aux discussions et qu'elle accepte un compromis sur la question de sa participation, refusée par Israël, aux négociations. Pour sa part, Hussein avance comme conditions, outre une participation palestinienne aux négociations, le retrait des Israéliens du Liban et le gel des implantations juives dans les territoires occupés.

Il est évident que le prolongement *sine die* de l'occupation israélienne du Sud-Liban et la décision de Menahem Begin de multiplier les implantations sionistes dans les territoires occupés mettent Hussein dans une très mauvaise posture. Quant à l'OLP, il lui est impossible, dans un tel contexte, d'envisager d'autres concessions, qui seraient unilatérales et gratuites. « *Je n'ai pas les moyens de faire des cadeaux à Israël et aux Etats-Unis* » a pertinemment déclaré Yasser Arafat le 15 février dernier. C'est pourquoi, début avril, la direction de l'OLP faisait connaître à Hussein qu'elle ne renonçait pas à la condition préalable de l'acceptation du droit à l'indépendance palestinienne et maintenait sa demande de participation directe aux négociations. Elle réitérait en même temps le jugement négatif sur le plan Reagan exprimé par son Conseil national, réuni en février à Alger (9).

Hussein décidait, en riposte, de retirer pour l'instant son épingle du jeu, en déclarant que la Jordanie laissait désormais à l'OLP et au peuple palestinien « *les moyens de sauvegarder leur territoire et de réaliser leurs objectifs* ». Arafat s'empressait de faire savoir, pour sa part, que les relations entre Jordaniens et Palestiniens n'étaient pas rompues et qu'il y avait eu « *un malentendu sur certains points* ». Par la suite, le Comité central du Fath se prononçait explicitement pour la reprise des pourparlers (*La Presse*, 26 avril 1983). Cependant, les efforts diplomatiques engagés depuis des mois se soldaient par un échec.

LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

C'est au mois de février qu'a eu lieu, après une préparation assez mouvementée, la XVIIe session du Conseil national palestinien (CNP). Yasser Arafat l'abordait dans des conditions difficiles. Il était essentiel pour lui de faire la preuve que le retrait palestinien de Beyrouth, tout en impliquant un affaiblissement militaire de l'OLP, pouvait s'avérer payant sur le terrain politico-diplomatique. Les résultats qu'il pouvait présenter n'étaient pas encourageants. Il y avait, certes, eu des ouvertures de la part de certains gouvernements d'Europe capitaliste, notamment la Grande-Bretagne, qui avait renoncé à son intransigeance en acceptant la présence d'un membre de l'OLP dans la délégation des pays arabes qui avait visité le pays sur décision du sommet de Fès. Mais sur les points cruciaux, comme, avant tout, la reconnaissance du droit à

Extraits de la résolution du CNP d'Alger

L'UNITÉ NATIONALE PALESTINIENNE

« La résistance courageuse au Liban et à Beyrouth a concrétisé l'unité nationale palestinienne. Partant de cette expérience exemplaire, le Conseil national palestinien souligne la nécessité de renforcer l'unité entre les différents mouvements révolutionnaires dans le cadre de l'OLP et de promouvoir les relations organisationnelles dans toutes les institutions de l'OLP sur la base de l'action unitaire, de la direction collégiale et du programme adopté par la XIVe session du Conseil national. »

L'INDÉPENDANCE DU POUVOIR DE DÉCISION

« Le Conseil réaffirme son attachement à l'indépendance du pouvoir de décision palestinien et sa détermination à le défendre contre toutes les pressions d'où qu'elles viennent. »

LA LUTTE ARMÉE PALESTINIENNE

« Le Conseil réaffirme la nécessité de développer la lutte armée contre l'ennemi sioniste et le droit des Forces de la révolution palestinienne à entreprendre des opérations militaires à partir de tous les fronts arabes. Il souligne également la nécessité d'unifier les Forces de la révolution palestinienne dans le cadre d'une armée de libération nationale. »

LE PLAN BREJNEV

« Le Conseil national palestinien exprime son estime et son soutien aux propositions contenues dans le plan du président Brejnev en date du 16 septembre 1982, propositions qui réaffirment les droits nationaux imprescriptibles de notre peuple, notamment son droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sous l'égide de l'OLP, son représentant unique et légitime. Le Conseil exprime son estime aux pays du bloc socialiste pour leurs positions à l'égard de la juste cause de notre peuple, positions réitérées dans la déclaration de Prague en date du 3 janvier 1983 relative à la situation au Moyen-Orient. »

LE PLAN REAGAN

« Dans sa démarche et sa substance, le plan Reagan, outre sa non-conformité à la légalité internationale, ne satisfait pas les droits nationaux intangibles du peuple palestinien, car il dénie à celui-ci le droit au retour, à l'autodétermination et à la formation d'un Etat indépendant, et refuse à l'OLP son droit à la représentation unique et légitime du peuple palestinien.

« Pour cela le Conseil palestinien proclame son refus de considérer le plan Reagan comme base valable pour le règlement juste et durable du problème palestinien et du conflit arabo-sioniste. » ■

l'auto-détermination, aucun progrès n'avait été enregistré.

Par ailleurs, dans le camp palestinien, la situation de crise entraînait une série de conséquences. Des manifestations de mécontentement et de démoralisation se sont produites parmi les réfugiés au Liban, qui avaient le sentiment d'avoir été abandonnés à leur destin. Des contestations ouvertes ont eu lieu parmi des fedayins transférés dans d'autres pays

arabes, en Tunisie par exemple. Qui plus est, une véritable offensive avait été déclenchée par des organisations et des dirigeants palestiniens se différenciant de l'orientation de Yasser Arafat. Par exemple, au mois de décembre, Abou Saleh, l'un des porte-parole de la gauche de l'OLP, avait critiqué les contacts établis par Arafat avec les dirigeants jordaniens, de même que le voyage en Egypte d'Abou Zaim, l'un des adjoints militaires du pré-

8. Voir notamment la déclaration de Nabil Shaat, conseiller d'Arafat, qui affirme entre autres choses : « *L'OLP n'a pas rejeté le plan Reagan, mais seulement ses lacunes en ce qui concerne nos droits. (...) Nous cherchons le moyen de rapprocher le plan Reagan du projet arabe de Fès. (...) Nous envisageons, par exemple, la possibilité d'introduire dans le plan Reagan le principe du référendum pour l'exercice de notre droit à l'autodétermination et celui de la mise en place d'une force multinationale dans les territoires occupés même avant un retrait israélien, ainsi que le droit au retour.* » (*Le Monde* du 8 décembre 1982).

Rappelons, par ailleurs, que dans une dé-

claration faite à Alger à la mi-février, le président du CNP, Khaled Al Fahoum, a précisé que la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien impliquait « *notamment le droit à un Etat en Cisjordanie et à Gaza avec pour capitale Jérusalem* » (*Libération*, 17 février 1983).

9. Sur la base de certaines informations et de certains passages de la déclaration du gouvernement jordanien du 10 avril de cette année, on pourrait tirer la conclusion que le point de vue d'Arafat, favorable à une négociation ultérieure, aurait été minoritaire. Il nous est difficile de vérifier le bien-fondé d'une telle interprétation.

sident de l'OLP. Par ces initiatives, aux dires d'Abou Saleh, ce dernier s'était « *placé en dehors du consensus palestinien* (10) ».

Deux mois auparavant, une attaque avait été lancée par le côté syrien. Le ministre de l'Information de Damas, Ahmed Iskander, avait contesté à Arafat le droit de parler au nom de l'OLP dans ses pourparlers avec Hussein (11). Le président syrien Hafez-el-Assad lui-même n'avait pas fait mystère de ses divergences avec Yasser Arafat. A l'occasion de la réunion de décembre du Conseil central de l'OLP (CCOLP), deux organisations d'obédience syrienne, la Saika et le Front de lutte populaire (FLP) s'étaient exprimées dans le même sens. Le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-C) d'Ahmed Jibril avait pris une attitude analogue. En janvier, le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine (FDPLP) de Nayef Hawatmeh, le FPLP-C, la Saika, le FLP et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache ont manifesté une opposition plus spectaculaire en diffusant en Libye une déclaration rejetant non seulement le plan Reagan mais aussi les décisions du sommet de Fès (12).

Pour Yasser Arafat, il s'agit donc de reprendre en main la situation et de s'assurer, après la session du CNP, une plus grande marge de manœuvre. Pour obtenir ces résultats, et dans le cadre d'une situation où toutes ses démarches diplomatiques n'avaient pas eu de réelle contrepartie, il se devait de radicaliser ses prises de position en réaffirmant, entre autres, la nécessité de la lutte armée, en condamnant le plan Reagan, en modérant ses ouvertures envers l'Égypte, en prenant ses distances par rapport aux éléments les plus modérés, et en adoptant une attitude plus prudente dans les rapports avec des personnalités israéliennes opposées à Begin (13).

La résolution finale de cette session du CNP reflète ces orientations. Elle contient en particulier un soutien chaleureux au plan proposé par Brejnev. Il s'agit-là d'une démarche qui répond à des besoins internes, mais qui a surtout une portée diplomatique. C'est pourquoi la tâche d'exalter le rôle et la politique de l'URSS a été confiée au chef de la diplomatie palestinienne, Farouk Kaddoumi. En effet, d'un côté, le soutien de l'OLP au plan Brejnev satisfait la Syrie et donne des apaisements aux organisations qui avaient critiqué Arafat avec l'encouragement syrien et celui de Khadafi. De l'autre, il représente un avertissement aux puissances impérialistes et aux gouvernements arabes modérés. On ne saurait pourtant oublier que le plan Brejnev implique la reconnaissance de l'État d'Israël. Le jeu est donc vraiment subtil...

Quoi qu'il en soit, le cadre de l'OLP a été maintenu et ses institutions politiques, sociales et culturelles seront reconstruites. En même temps, le principe de l'unification des groupes militaires dans une « *armée nationale palestinienne* » a été adopté. Finalement, Yasser

Arafat a vu son autorité maintenue (14). Quant à la résolution adoptée, il vaut la peine de citer un commentaire savoureux émanant d'amis d'Arafat, dans les couloirs, à l'issue de la session du Conseil : « *Généralement, les résolutions adoptées peuvent être interprétées de neuf façons différentes pour satisfaire toutes les organisations qui composent l'OLP, mais c'est la sienne, la dixième, qu'Arafat met en pratique.* »

Les organisations qui s'étaient lancées dans les opérations de contestation mentionnées plus haut n'ont pas de quoi pavoiser. Leurs porte-parole ont exprimé des propos apparemment radicaux, dont le but était de maintenir le moral de leurs troupes et de resserrer certains liens diplomatiques avec des régimes de la région. C'est le cas notamment du discours d'Hawatmeh, dirigeant du FDPLP, qui a fait l'éloge de la Syrie, présentée comme base arrière de la révolution palestinienne. Mais ces courants se sont avérés incapables, encore une fois, d'exprimer une alternative à l'orientation d'Arafat et de la majorité de son organisation, le Fath, lors d'une échéance importante. A l'avenir, ils continueront fort probablement à faire alterner les déclarations fracassantes avec des ralliements aux modérés de l'OLP sur les questions décisives (15).

LES PROJETS DES DIRIGEANTS SIONISTES ET LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS

Une constatation élémentaire s'impose pour tirer un bilan d'ensemble de la situation dans la région. Aucune des forces politiques en présence — que ce soient les gouvernements, les féodalités locales diverses ou les différentes tendances du Mouvement national palestinien — ne sont en mesure de mettre effectivement en pratique leurs propres projets. Mais tous peuvent entraver sérieusement, et même contribuer à réduire à néant, les projets d'autrui. Cette considération ne vaut pourtant que très partiellement pour l'État sioniste. Celui-ci peut non seulement exercer, de toute évidence, une action de blocage très efficace, voire décisive, sur les projets et les opérations politico-diplomatiques qui ne lui conviennent

pas, mais aussi avancer concrètement dans la réalisation de sa stratégie à court et à moyen terme.

Il suffit de rappeler l'attitude de Menahem Begin au moment du tournant pris sur les rapports avec l'Égypte. Son attitude de l'époque peut se synthétiser sous la forme du triple « non » adressé à Sadate : non au retour aux frontières de 1967, non à la restitution de la partie occidentale de Jérusalem, non à l'État palestinien indépendant. Depuis sa dernière agression au Liban, Israël est incontestablement en meilleures conditions pour mener à bien, malgré les difficultés extérieures et intérieures qu'il rencontre, sa stratégie de consolidation des conquêtes de 1967 et d'élargissement de ses marges de manœuvre. La colonisation accélérée des territoires occupés par Israël est devenue désormais un volet essentiel de cette stratégie. Au fur et à mesure qu'elle se concrétise, la composition même de la population des zones concernées subit des changements profonds. Le projet existe, à échéance rapprochée, de l'implantation d'une soixantaine de nouveaux centres de colonisation d'ici à 1987, ce qui constitue une augmentation de 50 % par rapport au nombre d'implantations actuelles dans ces territoires. Malgré tout, Begin continue et continuera à apparaître comme le seul allié stratégique crédible pour l'impérialisme dans cette région. Il a maintenu fondamentalement ses positions sur le terrain de la politique internationale.

Il est à peine besoin de souligner que si Begin a pu et peut espérer mener ses objectifs à bien, à court et à moyen terme, c'est aussi grâce à l'attitude des autres forces politiques israéliennes. Les massacres de Sabra et Chatila avaient provoqué une crise majeure en Israël. Mais Begin a pu remonter la pente parce que l'opposition travailliste — par ailleurs toujours divisée — n'a pas d'orientation vraiment alternative, et parce que le mouvement Paix maintenant (*Peace Now*) lui-même n'a pas su exploiter à temps toutes les potentialités du mouvement de masse qu'il avait contribué à faire naître (16). Cette donnée de la situation ne changera pas à courte échéance. Une confirmation en est

10. *Le Monde*, 11 décembre 1982.

11. *Libération*, 12 octobre 1982, *Corriere della Sera*, 13 février 1983.

12. *Le Monde*, 18 janvier 1983. (D'après le *Monde diplomatique* de mars 1983, ce seraient six organisations qui se seraient réunies à Tripoli, en janvier, mais elles ne sont pas énumérées.) D'après Khadafi, la réunion avait mis au point « un programme d'action politique et militaire de la résistance palestinienne » en accord avec la Libye (qui, rappelons-le, n'avait pas participé au sommet arabe de Fès).

13. Arafat avait renoncé à poser comme préalable au rétablissement des rapports avec l'Égypte le rejet des accords de Camp David (cf. *le Monde*, 19 janvier 1983). La résolution du CNP réaffirme, bien qu'avec des formules relativement souples, la nécessité pour le gouvernement égyptien de rejeter ces accords.

En ce qui concerne l'attitude envers l'aile modérée, il faut souligner qu'Issam Sartaoui n'avait pas pu prendre la parole à la réunion, et qu'à la suite de cela, il avait démissionné du Conseil.

14. Le CNP a été élargi à l'initiative d'Arafat, notamment par l'élection de 23 militaires sur lesquels Arafat a et aura une autorité en tant que chef des forces armées de l'OLP. La plupart de ces militaires venaient de camps situés en Syrie ou dans des zones contrôlées par les Syriens. Par ailleurs, les pouvoirs décisionnaires du Comité exécutif du CNP ont été accrus, ce qui pourra lui permettre de prendre davantage de décisions en dehors d'une convocation du Conseil national.

15. Rappelons que Georges Habache, dont l'organisation, le FPLP a signé la déclaration de Tripoli, avait souscrit un mois avant à Aden, à l'engagement commun des dirigeants de l'OLP d'accepter comme base les résolutions du sommet de Fès (*le Monde*, 18 décembre 1982). Quant à Jibril, du FPLP-C, il a repris récemment sa gymnastique habituelle, en se félicitant de l'assassinat du « modéré » Issam Sartaoui à Lisbonne.

16. Cf. à ce sujet l'article de Michel Warschawski dans *Inprecor* numéro 114 du 28 février 1983.

Composition du Conseil national palestinien

Le Conseil national palestinien est composé de 315 membres et est présidé par Khaled Al Fahoum, résidant à Damas.

D'après le *Monde* du 15 février 1983, les sièges se répartissent comme suit entre les différentes composantes du peuple palestinien, qui est estimé à 4 millions de personnes :

— Représentants des mouvements de guérilla (94 membres) : 33 pour le Fath, 12 pour la Saika (pro-syrienne), 12 pour le FPLP (Georges Habache), 12 pour le FDLP (Nayef Hawatmeh), 9 pour le FLA (pro-irakien), 8 pour le FPLP-commandement général d'Ahmed Jibril (groupe pro-libyen), 4 pour le Front de lutte populaire palestinienne de Samir Ghoche (pro-syrien) et 4 pour le Front de libération palestinien (groupe dissident du Fath).

— Représentants des associations socio-professionnelles (51 membres), généralement acquises au Fath : travailleurs (18), femmes (8), enseignants (7), étudiants (7), écrivains et journalistes (3), juristes (3), ingénieurs (3), professions médicales et paramédicales (5), jeunesses (2), artistes (1).

— La diaspora (62 membres) est représentée par 17 délégués pour la Jordanie (qui compte une forte proportion de Palestiniens au sein de sa population), 9 pour le Liban, 7 pour la Syrie, 1 pour l'Irak. Les Palestiniens du Golfe, gros contribuables de l'OLP, disposent de 21 sièges : Koweït (9), Arabie Saoudite (8), Abou-Dhabi (2), Qatar (2), et ceux du continent américain disposent de 7 sièges.

— A ces trois catégories de délégués, qui sont élus par leurs instances respectives, s'ajoutent 108 membres cooptés par les précédents, dont 75 personnalités indépendantes sans attaches militantes, 13 représentant l'intelligentsia et 20 les notables expulsés de Cisjordanie et de Gaza.

— Enfin, 122 délégués de l'intérieur, dont l'identité est tenue secrète, font théoriquement partie du CNP, mais ne participent pas à ses travaux, en raison des risques de représailles de la part d'Israël.

Le CNP, qui fait office de Parlement en exil, se réunit en moyenne une fois tous les deux ans et décide des grandes orientations de la centrale palestinienne. Dans l'intervalle des sessions, c'est le Conseil central de l'OLP (CCOLP, 55 membres) qui est chargé de veiller à la bonne application de ses résolutions et de contrôler les activités du comité exécutif de l'OLP (gouvernement).



Rencontre entre Hussein de Jordanie et Yasser Arafat à Amman, le 2 avril dernier. (DR)

fournie par les sondages et les appréciations presque unanimes selon lesquels, si des élections avaient lieu maintenant, Begin remporterait une victoire plus nette encore qu'aux précédentes élections.

Cependant, la résistance qui s'amorce au Sud-Liban et les pertes que l'armée israélienne a déjà subies (17) sont une première indication des difficultés majeures auxquelles finira par se heurter une stratégie inspirée par les fondements idéologiques du sionisme et les nécessités politiques du maintien de son Etat. Cela n'empêche pas que, dans les conditions actuelles, à court et à moyen terme, la direction sioniste ait dans son jeu des atouts plus décisifs que ceux de tous ses adversaires dans la région.

En ce qui concerne la politique des Etats-Unis, il est de leur intérêt, aujourd'hui, de continuer à miser sur l'Etat sioniste comme base essentielle de leur stratégie dans la région. En effet, en premier lieu, à l'étape actuelle, il n'existe dans la région aucun Etat qui puisse prendre la relève du rôle qu'avait joué l'Irak du Chah comme pilier de la stratégie impérialiste néo-coloniale. De ce point de vue, les choses n'ont pas progressé beaucoup du côté de l'Egypte depuis Camp David, et en ce qui concerne l'Arabie Saoudite, sa faiblesse intrinsèque sur le plan social et politique risque d'être accentuée dangereusement par la chute de la production pétrolière, et donc de celle des revenus du pays (18). Pour Washington, le problème n'est donc pas de comprendre qu'il est dangereux de ne miser que sur Israël, mais qu'il n'y a pas, aujourd'hui, de choix alternatif concret. En second lieu, aucune pression politique ne saurait, par elle seule, amener la direction sioniste à rectifier son cours. Dans l'hypothèse où cela serait dans les intentions de Washington d'y parvenir, sa seule chance serait de couper l'aide économique en menaçant Israël d'asphyxie. C'est un risque qu'aucun dirigeant américain n'est disposé à courir, en-

core moins dans une période qui est déjà, de fait, préélectorale (19). En réalité, loin d'être suspendue ou substantiellement réduite, l'aide économique et militaire provenant des Etats-Unis sous différentes formes est à nouveau en train de croître (20).

Au blocage qu'oppose la direction sioniste à toute concession un tant soit peu sérieuse aux Palestiniens, s'ajoute celui que constitue le refus de la direction impérialiste nord-américaine d'imposer à Israël un changement substantiel de sa stratégie. Cela conduit donc à une situation d'impasse, avec toutes les conséquences qui peuvent en découler (21).

En ce qui concerne la résistance palestinienne, la conséquence en sera que Yasser Arafat, et plus généralement les modérés de l'OLP, ne pourront mettre en pratique leurs options. En même temps, une relance de la lutte sur le terrain révolutionnaire se heurterait, vu le nouveau rapport des forces, à des difficultés encore plus grandes. La possibilité que s'ouvre une nouvelle étape de la lutte de libération nationale est liée à l'adoption par la résistance palestinienne d'un axe stratégique basé sur l'organisation et la mobilisation des masses dans les territoires occupés, l'organisation et la mobili-

17. Selon des chiffres officiels, les attentats contre les forces israéliennes au Liban auraient provoqué, au 15 avril dernier, 96 morts et 126 blessés (*le Monde*, 20 avril 1983).

18. La production de pétrole saoudien a subi une réduction très importante, de plus de 50 % par rapport au moment de sa production maximale.

19. D'après certains sondages du Chicago Council for Foreign Relations, la « cote d'amour » pour Israël, tombée à 32 % après Sabra et Chatila, est remontée à 48 %. (*Le Monde* du 20 avril 1983).

20. Indication significative : tout à fait récemment, Israël a été autorisé à acheter des pièces de production américaines pour un nouvel avion de chasse.

21. La situation d'impasse est bien saisie dans un éditorial du *New York Times*, repris par l'*International Herald Tribune* du 19 avril dernier.

sation des Palestiniens dans tous les pays où ils se trouvent, l'alliance avec le mouvement oppositionnel israélien, la jonction avec les masses exploitées et opprimées de tous les pays de la région, ce qui impliquerait de renoncer aux alliances avec les régimes arabes en place.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE RESTE A L'ORDRE DU JOUR

Une responsabilité très lourde incombe au mouvement ouvrier, aux organisations politiques et syndicales dans les pays impérialistes, notamment dans les pays qui participent à la Force multinationale d'interposition (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Italie) (22). Nous sommes conscients de la difficulté, à l'heure actuelle, d'impulser de véritables mouvements de masse sur le terrain de la solidarité avec les Palestiniens. Les ripostes de masse ayant été somme toute limitées au moment de l'agression sioniste et du siège de Beyrouth, on ne peut pas espérer, maintenant, des mobilisations spectaculaires.

Toutefois, il est du devoir des révolutionnaires d'engager leurs forces dans des campagnes de solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre le sionisme et l'impérialisme. Les mots d'ordre que la IVe Internationale avait avancés dans la résolution du Secrétariat unifié (SU) du 10 octobre 1982 (23) restent pleinement à l'ordre du jour.

Il faut faire campagne sur les exigences suivantes :

- Retrait immédiat et inconditionnel des troupes sionistes et impérialistes du Liban !
- Retrait total et inconditionnel des troupes israéliennes des territoires occupés en 1967 !
- Reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien !
- Solidarité avec le combat de la résistance palestinienne contre l'Etat sioniste !
- Liberté d'action pour la résistance palestinienne dans tous les Etats arabes !
- Reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien !
- Solidarité avec les luttes de la population palestinienne des territoires occupés et avec le mouvement anti-guerre en Israël !
- Solidarité avec les masses palestiniennes du Liban et avec le mouvement anti-impérialiste libanais !
- Libération immédiate de tous les prisonniers palestiniens et non palestiniens capturés par l'armée sioniste ou d'autres forces de répression !

Livio MAITAN
20 avril 1983.

22. A propos de la Force multinationale d'interposition, voir la déclaration signée par des sections de la IVe Internationale, et publiée dans *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

23. *Inprecor* numéro 135 du 25 octobre 1982.

Les fondements sociaux de la révolte de février 1982 à Hama

Il y a un peu plus d'une année, le 2 février 1982, éclatait à Hama, ville de 200 000 habitants située au nord de Damas, la capitale syrienne, un soulèvement durement réprimé par l'armée. *Le Monde diplomatique* du mois de mars 1983 cite le chiffre de « quinze mille morts au moins dans la population civile ».

Ce soulèvement, qui ne sera connu à l'extérieur qu'aux environs du 10 février, lorsque le département d'Etat américain publiera un communiqué faisant état de « graves troubles » en Syrie, est intervenu dans une région considérée comme un bastion traditionnel de l'opposition au régime du Parti baas du président Hafez el Assad, dans laquelle le mouvement religieux des Frères musulmans est fortement implanté.

Ce soulèvement intervenait aussi quelques semaines après une puissante vague de répression contre les Frères musulmans. Ceux-ci auraient en effet envisagé la possibilité d'un coup d'Etat contre le régime, avec la participation de l'aviation, accompagné d'un soulèvement populaire. L'échec de ce complot devait mener aux arrestations, en janvier 1982, de Khaled Chami, un des principaux agents de liaison entre le « Commandement suprême » du mouvement islamique à l'extérieur du pays et ses forces de l'intérieur, et du général Taisir Loutfi, considéré comme le responsable de l'organisation des Frères musulmans à l'intérieur de l'armée. Plus de deux cents officiers appartenant aux différentes tendances du mouvement des Frères musulmans ont également été arrêtés.

L'article que nous publions ci-après, traduit de la revue spécialisée *Merip Reports* (*Middle East Research and Information Project*) de novembre-décembre 1982, définit l'arrière-plan économique et social de la révolte de Hama, et montre ainsi, contrairement aux commentaires de la presse internationale, qu'il ne s'agissait pas simplement d'un conflit confessionnel entre sunnites (qui représentent la majorité de la population) et chiites de la secte alaouite dont sont issus les principaux dirigeants syriens.

Fred. H. LAWSON

De graves combats ont opposé pendant la première semaine de février 1982 les habitants de Hama, une ville du centre-nord de la Syrie, aux forces armées gouvernementales. C'est un raid de l'armée syrienne contre un quartier soupçonné d'abriter les cellules locales des Frères musulmans (Ikhwan al-Muslimi) qui a précipité les affrontements. Les activistes des Frères musulmans ont repoussé l'attaque au moyen d'armes légères et de lance-grenades modernes. Ils se sont ensuite attaqués à diverses installations gouvernementales, notamment au commissariat central de la police, au local du Parti baas de la ville, ainsi qu'à l'aéroport situé dans la banlieue. Le deuxième jour du

conflit, des mosquées ont diffusé dans certains quartiers des appels à l'insurrection générale contre le pouvoir. Des quartiers entiers, notamment celui de Hadrah au centre de la ville, y ont répondu en rejoignant la rébellion (1).

Tous les rapports s'accordent pour dire que l'épisode a sérieusement menacé le régime syrien : il a, en effet, contraint le gouvernement à retirer des troupes du Liban et de la zone agitée de Dir'a au sud de Damas (2). Pour expliquer cette révolte, la plupart des commentaires ont invoqué les divisions ethniques de la Syrie et la résurgence du sentiment islamique parmi la population sunnite (3). Mais ces analyses générales, qui sont de mode aujourd'hui, n'expliquent pas pourquoi ces anciennes différences ethniques ou reli-

1. On ne sait toujours pas si, oui ou non, des unités de l'armée syrienne sont passées dans le camp des rebelles. Cela reste une question politique très délicate. Des rapports ultérieurs laissent entendre que les rebelles avaient endossé des uniformes de l'armée régulière, d'où les rumeurs de désertions. Voir par exemple, « Des combats entre Frères musulmans et forces de l'ordre », *le Monde*, 12 février 1982, et l'article de David Ignatius sur la révolte, dans le *Wall Street Journal* du 6 mai 1982.

2. Cette histoire de la révolte de février 1982 est fondée sur une série d'articles parus dans le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Monde*, et le *Los Angeles Times*. Le meilleur compte-rendu sur la révolte est de loin « Syrians crush Hama rebellion » paru dans le *Guardian* de New York.

3. Alors que la grande majorité de la popu-

lation syrienne est de confession musulmane sunnite (environ 70 %), les dirigeants de l'Etat font partie de la minorité chiite alaouite, qui ne représente que 8 % de la population. *Le Monde diplomatique* du mois de mars 1983 note que le régime de Hafez el Assad a organisé de véritables institutions purement alaouites « au sein de l'armée, avec la création des brigades de défense placées sous le commandement de M. Rifaat el Assad, frère du président, et des unités spéciales de M. Ali Haidar ; de même, dans la société civile, avec la création des Jeunesses d'Ali et des Cavaliers de la montagne verte, organisations de jeunesse et milices alaouites, puis avec la création, en octobre 1981, de la Jamaat al Mourrada al Kharia (Association de bienfaisance de Mourrada), véritable parti politique alaouite dirigé par un autre frère du président, M. Jamal Assad ».

gieuses ont conduit à une insurrection armée de cette ampleur, et à ce moment précis. Elles ne permettent pas non plus de comprendre pourquoi ces événements se sont produits précisément à Hama et non pas dans une autre des villes régionales traditionnelles de la Syrie.

La révolte de février 1982 représentait avant tout une réaction des petits fabricants et commerçants de Hama au programme de développement industriel à grande échelle du gouvernement. Ce projet ouvrait notamment le marché intérieur syrien à l'investissement étranger et aux produits importés, et encourageait les grands et moyens propriétaires terriens à augmenter leur production de cultures destinées à l'exportation. Cette politique a conduit au déclin des petites manufactures de coton dans l'économie syrienne. En même temps, elle a permis aux paysans plus riches de la zone centre-nord du pays de consolider leur position économique et sociale, menaçant ainsi celle des artisans et commerçants de cette région, déjà mécontents.

Cette menace se précisa au cours de l'hiver 1981-1982. De nouvelles mesures gouvernementales augmentèrent l'aide financière mise à la disposition des paysans riches qui produisaient pour l'exportation. En même temps, le régime étendait son programme d'industrialisation autour de Hama, ce qui lui permettait d'accroître son contrôle sur les fabricants indépendants de la ville. Dans ces circonstances, l'opération de l'armée dans la première semaine de février 1982, visant à démanteler les cellules politiques locales des Frères musulmans de Hama et à confisquer leurs armes, représentait une tentative de forcer l'opposition au régime à se montrer à visage découvert. Et la violence de la riposte représentait à son tour une tentative des Frères musulmans et de leurs alliés de se saisir de l'occasion pour affirmer leur propre influence dans la province.

LES TRANSFORMATIONS DE LA BASE ÉCONOMIQUE DE HAMA

Hama est, depuis très longtemps, un centre de petites manufactures et de transformation des produits agricoles. Le filage du coton, le tissage, le travail du cuir, le traitement du tabac et le raffinage du sucre sont les activités économiques principales de la ville. La province de Hama compte 20 % des filatures de coton et des fabriques de beurre de la Syrie, et 10 de ses 52 fromageries (4). Ces entreprises industrielles sont relativement petites par rapport à celles de Damas, Alep et Lattaquié. Il y avait, en 1965, 4 603 ouvriers syndiqués à Hama, répartis dans vingt-deux syndicats distincts. Damas, la capitale, comptait par contre 23 827 ouvriers et trente syndicats, et Alep 23 899 ouvriers et vingt-huit syndicats.

C'est le gouvernement qui a organisé la syndicalisation des ouvriers syriens au milieu des années 1960, et ceci principalement aux dépens des fabricants des grandes villes. Le fait qu'à cette époque les organisations syndicales officielles se com-

posaient de petites unités indique à quel point les activités artisanales indépendantes continuaient à dominer l'économie de la ville. Au moment du recensement de 1970, 31,5 % des travailleurs urbains de la province se considéraient encore comme indépendants, contre 26 % à Alep, 24,6 % à Homs, et 20,5 % à Damas.

Cependant, au cours des années 1970, la politique d'industrialisation lourde du régime a implanté une série de grandes usines, au capital important, à Hama et dans ses environs. Celles-ci ont considérablement modifié la nature de la production manufacturière régionale. Parmi ces grandes usines, on trouve les aciéries et fonderies de l'Etat, une importante cimenterie inaugurée fin 1976, et une usine moderne de pneus. L'usine principale de la Compagnie arabe des carreaux de céramique et de matériel sanitaire y a ouvert son usine de porcelaine en août 1977, et son usine de tuyaux et de mobilier sanitaire en décembre de la même année. Dans le secteur textile, l'Etat a agrandi sa filature de coton de Hama au printemps 1976, et a achevé la construction d'usines textiles modernes non loin de là, à Idlib et Homs, entre 1977 et 1979. On trouve également une grande usine d'Etat de chaussures à Massayaf, aux environs mêmes de Hama. Dans la province voisine de Homs, le gouvernement a implanté de grandes entreprises de pétrole, d'ammunition, d'asphalte, d'engrais et de phosphates. Toutes ces entreprises ont été sensiblement agrandies et modernisées entre le milieu de 1979 et la fin de 1981. Cette activité industrielle s'est accompagnée d'un net accroissement du secteur de la construction dans la région, en liaison avec l'amélioration et l'extension des routes, des voies ferrées et des services publics du centre-nord de la Syrie.

Cet important programme d'industrialisation a eu une série d'effets qui ont nui aux petits fabricants de Hama. Dès la fin des années 1970, les artisans et boutiquiers de la ville ont connu une dégradation croissante de leur situation économique par rapport aux employés des usines d'Etat. Le gouvernement avait accordé des augmentations de salaire périodiques au cours de ces années pour compenser l'inflation. Mais ces augmentations n'ont pas été appliquées en dehors du secteur public, bien que le régime se soit efforcé d'établir des salaires minimum dans un grand nombre d'industries du secteur public et privé. Paradoxalement, ces ordonnances n'ont réussi qu'à exacerber les difficultés économiques des petits fabricants, qui doivent dorénavant payer leurs ouvriers au tarif obligatoire. Du fait de cette politique salariale, les revenus des artisans et commerçants syriens se sont nettement détériorés depuis quelques années par rapport à ceux des employés du secteur public exerçant des activités similaires.

Ce décalage s'est élargi à mesure que, d'une année à l'autre, l'inflation faisait sans cesse grimper le coût de la vie (voir tableau). Face à cette évolution, les artisans de Hama ont eu de plus en plus de mal à réaliser des profits. Répercuter

INDICE DU COUT DE LA VIE EN SYRIE

| | |
|----------------|-----|
| 1975 | 100 |
| 1977 | 127 |
| 1978 | 131 |
| 1979 | 137 |
| 1980 | 164 |
| 1981 (janvier) | 179 |
| 1981 (avril) | 188 |
| 1981 (juillet) | 195 |
| 1981 (octobre) | 208 |

Source : *Quarterly Economic Review of Syria*, various issues.

l'augmentation du prix de leurs matières premières sur celui du prix de vente de leur production signifiait prendre le risque de pousser les consommateurs à se rabattre sur les articles meilleur marché fabriqués en usine. Par ailleurs, l'ouverture graduelle du marché syrien aux produits manufacturés importés, que le régime avait entreprise dès 1977, a exposé les petits fabricants locaux à la concurrence des fabricants étrangers.

En même temps, les travailleurs ruraux sous-employés de la province trouvaient peu à peu du travail sur les chantiers et dans les usines nées des nouveaux projets industriels et infrastructurels mis en œuvre par l'Etat autour de Hama. D'après les chiffres publiés par le gouvernement syrien, en 1970, 48 % de la population active du pays était occupée dans l'agriculture, 12,2 % dans l'industrie et 7,2 % dans la construction. En 1979, ces pourcentages étaient passés respectivement à 31,8 %, 17,1 % et 13,7 %. Les grands travaux ont apporté à ces ruraux un revenu relativement régulier et les ont soustraits au chômage saisonnier qui faisait partie intégrante de la vie agricole dans les plaines de la Syrie centrale. Ce faisant, cette main-d'œuvre a cessé d'être dépendante des emprunts et des achats à crédit, qui avaient profité jusque-là à de nombreux commerçants et boutiquiers de Hama. Partant de là, les ouvriers de la construction, en nombre croissant autour de Hama, ont créé une demande accrue pour les articles meilleur marché des usines d'Etat et pour certains produits importés. C'est ainsi que l'expansion du secteur de la construction contrôlé par l'Etat dans l'économie de la province a gravement entamé un des fondements de la domination économique des commerçants de Hama sur les campagnes avoisinantes.

Ce programme d'industrialisation à grande échelle fut encore accéléré dans la province à partir de 1979. Des industries qui avaient constitué la base traditionnelle de l'économie de Hama y furent englobées. Des capitaux chinois, britanniques et libyens ont été investis dans de grands centres de filature et de tissage situés dans le centre-nord du pays, tandis que la firme française Sonice signait un contrat pour la construction d'une fa-

4. La plupart des données statistiques de cet article sont tirées de publications du gouvernement syrien, du BIT, du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, et de revues spécialisées. (Voir *Merip Reports*, novembre-décembre 1982, p. 28).

brique moderne de couvertures au nord de la Syrie. Il s'agit probablement de la nouvelle usine de filature et de teinture de la laine mise en marche à Hama à la fin de 1981. Ces nouveaux grands complexes industriels n'ont pas été mis en chantier seulement aux environs de Hama mais également à Idlib, Alep, Homs et Lattaquié. Lorsque ces usines feront démarrer leur production à plein régime, elles entraîneront une nouvelle restriction du marché des articles relativement plus chers produits par les petits fabricants de Hama.

LES TRANSFORMATIONS DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Cette évolution menace d'éliminer totalement le peu d'influence politique que ces commerçants provinciaux avaient pu conserver dans la société syrienne. Et leur position est encore aggravée par les effets dramatiques du programme gouvernemental d'industrialisation de l'agriculture autour de Hama.

En effet, les grands travaux et les nouvelles industries du régime ont soustrait un nombre croissant de journaliers au travail agricole pour les employer comme manœuvres et ouvriers non-qualifiés sur les chantiers et autour des nouvelles usines. Il en a résulté un déclin important de la production cotonnière en Syrie, et celui-ci a été particulièrement sévère autour de Hama et Alep. Au cours de la deuxième moitié des années 1970, on a assisté à une diminution continue des surfaces consacrées à la culture du coton et à une baisse de la production cotonnière du pays par rapport aux autres cultures. De ce fait, les petits fabricants trouvent de moins en moins de coton à un prix raisonnable et la production de fil, de tissu et de vêtements en coton dans leurs établissements continue à décliner. A Hama, le prix d'un kilo de coton égrené est passé de 372 piastres en 1976 à 418 piastres l'année suivante (5). En même temps, les ventes de tissu et de vêtements des petits fabricants du secteur privé chutaient brutalement, alors que les ventes de l'Organisation générale des industries textiles, contrôlée par l'Etat, ne s'en ressentaient apparemment pas autant.

A mesure que le réservoir de main-d'œuvre agricole de la région continuait de se vider, les terres de la province de Hama consacrées à la culture du coton et du blé pendant les années 1960 étaient converties à la production d'autres cultures commerciales. Entre 1976 et 1977, on a vu, dans cette région, un accroissement important de la culture des pastèques, des haricots secs, des lentilles, du tournesol, des reine-claude et des pistaches, et un déclin de celle des aubergines, du millet et des pommes de terre. La rentabilité de ces cultures nouvelles, ainsi que celle d'autres cultures d'exportation comme les pommes et les pêches, a eu plusieurs conséquences : les cultures destinées à l'industrie locale autour de Hama ont été encore davantage délaissées et le prix des cultures maintenues pour l'approvisionnement des petites fabriques de la ville a grimpé. Ce



Le président syrien Hafez-el-Assad et Yasser Arafat. (DR)

processus a frappé particulièrement durement les commerçants qui, après avoir bénéficié de la chute de l'importation des produits étrangers sur le marché syrien entre 1975 et 1976, se sont brutalement trouvés confrontés à une très forte augmentation de ces importations après 1977.

Ces transformations de la production agricole de la province de Hama ont des implications politiques directes sur ce qu'on a appelé « le clivage entre la ville et le village en Syrie » (6). Le statut social des paysans moyens de Hama, principaux bénéficiaires de la réforme agraire du gouvernement, est menacé à la fois par les grandes familles de propriétaires terriens résidant en ville, et par les paysans sans terre de la province, qui avaient coutume de faire alterner le travail agricole saisonnier et le travail de journalier non-qualifié en ville. Dans le passé, ces paysans moyens avaient tiré un avantage considérable de leurs liens étroits avec le régime (7). Mais les travailleurs ruraux sans terre, qui trouvent à s'employer régulièrement dans le secteur de la construction, n'ont plus guère besoin d'avoir recours au travail agricole saisonnier. Or, cela a des conséquences importantes. Premièrement, le tarif auquel les propriétaires terriens moyens doivent embaucher les journaliers a été relevé, ce qui a affaibli leur position économique à la campagne. Deuxièmement, les anciens paysans sans terre devenus manœuvres (et ils sont beaucoup plus nombreux dans cette province que dans toute autre région du pays) constituent désormais un réservoir d'opposition potentielle, car ils se sont affranchis de leur dépendance vis-à-vis de la base sociale locale du régime. Il y a une tradition de révoltes et de radicalisme paysans dans la province de Hama. Enfin, les paysans des alentours de Hama, qui produisaient du coton, des betteraves à sucre et du bétail, se sont trouvés, sur la question des prix et de la distribution, en opposition constante avec les artisans de la ville qui utilisent ces produits dans leurs ateliers. Lorsque la production des cultures industrielles tombe, ou lorsque le système de production étatique est insuffisant ou interrom-

pu, les moyens propriétaires terriens de la province de Hama deviennent à la fois la cible du ressentiment des artisans citadins et les victimes du système gouvernemental de contrôle des prix, qui ne leur permet pas d'augmenter leurs tarifs quand leur production est en baisse.

C'est pourquoi le pouvoir a pris des mesures pour désamorcer la situation insurrectionnelle des villes du centre-nord de la Syrie en été 1981. Le gouvernement interdit l'importation d'articles de confection féminine, de cigarettes, de climatiseurs et de parfums. Il imposa également une restriction des importations de fromage, de briquets, de poisson et d'horloges aux compagnies de commerce autorisées par l'Etat. Avant de prendre ces mesures, il avait licencié une série de sous-directeurs d'entreprises étatiques des zones urbaines du centre-nord, accusés de corruption. Mais ces dispositions n'ont pas suffi à atteindre l'effet politique voulu. Les hauts fonctionnaires de l'Etat, ainsi que les marchands et les industriels de Damas qui les soutiennent, n'auraient pu apaiser cette région qu'en prenant des mesures visant à inverser la tendance de fond.

Or, c'est précisément ce que le régime ne pouvait faire. Les paysans les plus riches, qui étaient les principaux bénéficiaires de la réforme agraire et qui avaient converti leurs terres aux cultures commerciales exportables, étaient aussi les plus puissants alliés politiques du gouverne-

5. Une livre syrienne comprend cent piastres. Fin 1982, un dollar américain valait 3,9 livres syriennes, soit 390 piastres.

6. Raymond A. Hinnebusch, « The Islamic Movement in Syria: Sectarian Conflict and Urban Rebellion in an Authoritarian-Populist Regime », in Ali E. Hillal Dessouki, ed., *Islamic Resurgence in the Arab World* (Praeger, New York, 1982).

7. Raymond A. Hinnebusch, « Rural Politics in Ba'thist Syria: A Case Study in the Role of the Countryside in the Political Development of Arab Societies », *Review of Politics*, 44 (January 1982), p. 118-120. Hanna Batatu, « Some Observations on the Social Roots of Syria's Ruling Military Group and the Causes for its Dominance », *Middle East Journal*, 35 (Summer 1982), p. 338.

ment dans la région. Ils constituaient le principal obstacle face aux anciennes familles, propriétaires de grands domaines fonciers de Hama, qui cherchaient alors à rétablir leur contrôle sur les affaires agricoles de la région.

LES GRANDS PROPRIÉTAIRES TERRIENS

Les mesures de réforme agraire ont pris fin aux alentours de Hama dans le courant des années 1970. Elles y avaient moins bien réussi que dans d'autres zones du pays. Certes, en 1972, la taille moyenne des propriétés agricoles de la province de Hama ne figurait plus parmi les plus élevées du pays, comme cela avait été le cas au cours des années 1960. Mais cette transformation n'avait pas été institutionnalisée, comme ce fut le cas ailleurs, par la création de coopératives agricoles. En 1976, sur 895 000 hectares de terres cultivables dans la province de Hama, seuls 269 000 étaient reliés aux coopératives parrainées par l'Etat. Cette proportion est légèrement inférieure à celles des régions voisines de Homs et Idlib, et nettement inférieure à celles des régions de Damas et Tartous, étroitement liées au régime. Dans ces circonstances, les paysans plus pauvres eurent du mal à résister aux riches propriétaires, qui s'efforçaient de reprendre le contrôle de la production agricole provinciale. C'est pourquoi on a assisté à une reconcentration graduelle de la propriété foncière autour de Hama, à partir du début des années 1970.

Les mesures destinées à l'origine à aider les bénéficiaires de la réforme agraire, notamment celles qui encourageaient les paysans à se lancer dans les cultures commerciales pour l'exportation, ont, en fait, accéléré cette évolution. Les paysans plus pauvres se voient graduellement exclus des terres agricoles les plus riches de la région. La spéculation fait monter le prix des terres, même d'un faible rendement. Cela est sensible au fait que le régime cherche à convertir les pâturages et les prairies de la province à la culture, au moyen des techniques occidentales les plus modernes.

Dès le début des années 1980, on vit réapparaître, entre Homs et Alep, divers types de grands propriétaires terriens. Parmi eux, il y a des paysans riches qui se sont mis à embaucher des journaliers pour les aider à travailler leur terre et qui, par leur capacité à fournir capital et crédit à la campagne, se sont placés en situation de concurrence par rapport à certaines forces urbaines de Hama. D'autres sont liés aux anciennes familles de propriétaires terriens de la région, dont les terres étaient visées par les mesures de la réforme agraire au cours des années 1960. Ces gros agriculteurs, dont la fortune était, pour la plupart d'entre eux, antérieure à la réforme agraire, jouent dans les luttes politiques de la province de Hama un rôle qui, s'il n'est pas très apparent, est néanmoins vital.

Ils ont, d'une part, fourni subsides et armements aux forces dissidentes des villes. Ils ont aussi, et ceci est plus fonda-



mental encore, apporté un soutien indirect aux artisans et boutiquiers de Hama en mettant en cause la position sociale des alliés politiques du régime à la campagne. Les riches propriétaires terriens de la province ne fournissent pas seulement un débouché important aux produits manufacturés locaux, mais représentent aussi une source de capital et d'emprunts. Les moyens propriétaires, qui vivent en dehors de la ville ne jouissent pas d'une source de soutien financier aussi aisément disponible. Les coopératives d'Etat opèrent à une échelle trop faible pour pouvoir aider ceux qui ont besoin de crédit à court terme et leur fournir des circuits de distribution. Au cours des dernières années, les crédits gouvernementaux à l'agriculture moyenne se sont réduits. Dans le même temps, les planificateurs de l'Etat s'orientaient vers des projets à grande échelle et à forte densité de capital qui devaient permettre une augmentation du produit agricole aussi rapide que possible. Par suite, les paysans moyens en mal de crédit se sont vus contraints de s'adresser aux éléments fortunés des villes. Ils s'en trouvent fort désavantagés, du fait du nouvel essor des grands propriétaires terriens, qui ont intérêt à étendre leur propre contrôle sur la campagne.

Tout cela se solde par une alliance tacite des grands propriétaires terriens avec les artisans et les commerçants urbains de Hama, lorsqu'ils se trouvent eux-mêmes en conflit avec le régime et ses alliés locaux.

LA RÉVOLTE URBAINE

Dans ce cadre, certaines mesures prises par le régime à la fin de 1981 et au début de 1982 ont probablement contribué à déclencher la grande révolte urbaine du début de février. L'Office supérieur de l'agriculture commença à payer le coton à un cours nettement supérieur pour la récolte pour l'année 1981-1982. Cette augmentation visait surtout à compenser le

déclin du prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Elle visait aussi à accroître la quantité de coton mise à la disposition des nouvelles usines d'Etat de filature et de tissage, dont la capacité d'absorption avait, en 1981, largement dépassé la production intérieure de coton. Mais elle aboutissait à détourner une part encore plus grande de la récolte cotonnière syrienne des industries locales vers les grandes usines d'Etat et les marchés d'exportation.

Ces subventions traduisaient un net changement de la politique gouvernementale de développement agricole, devenu apparent dès la fin de 1981. Le régime avait auparavant mis l'accent surtout sur les projets à grande échelle et à forte densité de capital, comme la mise en culture des terres de Dayr ay-Zur. Désormais, le nouveau Premier ministre Abd ar-Rauf al-Kasm s'engagea dans l'application d'une politique agricole visant expressément à bénéficier aux moyens et petits paysans. On ne voyait pas encore, au début de 1982, quels types de mesures locales cette politique impliquait. Par contre, on voyait bien quels groupes allaient devoir payer les frais de ces mesures.

Face au déclin de ses revenus pétroliers et au déclin de l'aide financière en provenance d'autres pays arabes, le pouvoir syrien modifia le système fiscal du pays à la fin de 1981, instituant une augmentation graduelle mais importante du taux d'imposition (qui doit passer de 10 % du produit intérieur brut en 1980 à 15 % en 1985). En même temps, on assistait à une répression plus vigoureuse de la fraude fiscale et de l'importation illícite de biens et de matériaux. D'autre part, le gouvernement réduisit sévèrement les subventions du prix de l'essence et il fonda auprès du ministère de l'Agriculture un comité chargé d'étudier la possibilité de réduire ou de suspendre les subventions alimentaires. Ces mesures s'accompagnaient de restrictions du commerce extérieur, dans le but d'améliorer la rentabilité des grands complexes industriels de l'Etat. On était donc en droit de penser que toutes ces mesures porteraient atteinte plus particulièrement aux artisans et aux boutiquiers.

L'ISLAM ET LA RÉPRESSION DE HAMA

On peut mettre les caractéristiques islamiques de la révolte de février 1982 en rapport avec les bases sociales de la rébellion (8). Artisans et boutiquiers ont intérêt à préserver leur autonomie par rapport aux financiers et fonctionnaires qui cherchent à soumettre leurs activités aux diktats d'une efficacité plus grande et d'une gestion plus cohérente. Ils ont aussi clairement intérêt à défendre de façon collective certains aspects de la propriété

8. Hanna Batatu, qui dans le même numéro de *Merip Reports* a rédigé un article intitulé « Les Frères musulmans syriens », a suggéré que l'absence relative, à Hama, d'immigrants des zones rurales proches, a permis à cette ville de maintenir une certaine cohésion face aux menaces extérieures et a facilité l'explosion d'un large mouvement politique dans son enceinte.

privée, notamment ceux qui confèrent une légitimité à l'effort et à la récompense individuels. Par ailleurs, ils ont intérêt à limiter les mécanismes du marché qui confèrent des avantages économiques à ceux qui détiennent de larges réserves de capital ou qui ont accès à des stocks importants de biens. C'est pourquoi les petits commerçants attendent de l'Etat qu'il réglemente le marché lorsque les inégalités économiques les empêchent de réaliser un bénéfice raisonnable sur leur production. Enfin, ils ont également intérêt à échanger les biens qu'ils produisent et vendent avec des articles que leurs confrères produisent et vendent.

Pour les artisans en tant que classe, la réconciliation de ces intérêts politiques fondamentalement conflictuels a toujours été un problème chronique. Il semble que la notion de justice constitue un trait commun des activités artisanales dans des contextes très différents (9). Les idées islamiques de « juste pouvoir » et de « richesse modérée » sont dans l'ensemble compatibles avec la préoccupation d'équité des artisans-commerçants. Chacune des diverses forces sociales reprend à son compte les composantes de « la pensée islamique » susceptibles de renforcer sa position spécifique dans un contexte particulier. Aujourd'hui, en Syrie, les éléments les plus décisifs de la « pensée islamique » sont anti-étatistes. Ils ne sont pas très tolérants à l'égard de l'hétérodoxie. Tout comme en Algérie, ils contribuent à opposer les petits fabricants tant aux « rustres des campagnes » qu'à « ceux qui possèdent ou aspirent à posséder des privilèges en vertu » de leurs liens avec l'Occident (10). Ce sont ces aspects de l'Islam qui servent le mieux la lutte des artisans et des boutiquiers de Hama, des grands propriétaires terriens résidant en ville, et des marchands de coton et de textile plus ou moins périphériques, contre les fonctionnaires, les directeurs d'usine et les riches marchands importateurs-exportateurs de Damas, qui soutiennent et tirent profit du régime en place.

Si les idées islamiques ont joué un rôle dans la révolte de Hama de février 1982, elles ne sauraient à elles seules fournir une explication adéquate de cette rébellion politique. Les origines de cette violente explosion remontent au contraire aux modifications que les programmes gouvernementaux d'industrialisation lourde, de libéralisation du commerce, et d'investissement ont introduit dans les rap-

9. E. J. Hobsbawm, *Labouring Men* (Anchor Books, Garden City, N.J., 1964) ; C. H. Johnson, « Communism and the Working Class Before Marx : The Icarian Experience », *American Historical Review*, 76 (June 1971) ; E. Moss, « Producers' Associations and the Origins of French Socialism : Ideology from Below », *Journal of Modern History*, 48 (March 1976) ; W. H. Sewell, « Corporations Republicaines : The Revolutionary Idiom of Parisian Workers in 1848 », *Comparative Studies in Society and History*, 21 (April 1979).

10. Ernest Gellner, « The Unknown Apollo of Biskra : The Social Base of Algerian Puritanism », *Government and Opposition*, 9 (Summer 1974, pp. 294 and 384).



Petit boutiquier de Hama. (DR)

ports économiques dans la ville et ses environs ces dernières années.

Ces modifications ont été dommageables aux artisans et aux commerçants de la région, et ce, de plusieurs manières. Tout d'abord, elles ont réduit leur niveau de vie par rapport à celui des ouvriers des grandes usines industrielles de la province et de ses environs. Ensuite, elles ont réhaussé la position politique des paysans riches et moyens aux dépens de la plupart des citoyens. Enfin, elles ont fait grimper le prix (ou entraîné des pénuries) des cultures industrielles dont ces petits fabricants ont besoin pour vivre. La politique

gouvernementale adoptée à la fin 1981 a encore renforcé ces tendances de l'économie locale de Hama, et elle menace de placer les artisans et les boutiquiers de la ville sous la tutelle permanente des alliés régionaux du régime.

La révolte de février représentait un effort désespéré de ces petits fabricants et commerçants pour conserver un certain degré de contrôle sur les affaires économiques et politiques locales.

Fred H. LAWSON

Merip Reports, numéro 110,
Novembre-décembre 1982.

Quatrième Internationale

janvier - février - mars 1983

EDITORIAL :

Relève de la garde au Kremlin..... 3

Doug Jenness

Notre continuité politique avec le Bolchevisme..... 17

Ernest Mandel

Défense de la révolution permanente..... 83

ABONNEMENTS : 1 an, 4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le

compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

29, rue Plantin

1070 BRUXELLES

BELGIQUE

Entretien avec John McAnulty, élu de People's Democracy au Conseil municipal de Belfast

LA longue lutte menée par l'impérialisme britannique pour imposer sa domination en Irlande a toujours rencontré une résistance farouche. Les grèves de la faim des prisonniers du Bloc-H de Long Kesh dans les Six comtés du Nord ont suscité une solidarité très large dans le monde entier et ont impulsé, dans les Vingt-six comtés du Sud (1), le mouvement de masse le plus important depuis la guerre d'Indépendance de 1919-1921.

Mais, depuis la défaite relative de cette lutte, l'impérialisme britannique a réussi à introduire un nouveau plan : la mise en place, au Nord, lors des élections du 21 octobre dernier, d'une Assemblée visant, d'une part, à intégrer un secteur de la population nationaliste catholique à la cogestion des affaires et, d'autre part, à réaffirmer la prédominance de la population loyaliste protestante pro-britannique (2).

C'était la seconde tentative des autorités britanniques pour mettre sur pied un organe législatif de « partage du pouvoir » dans les Six comtés. La première avait eu lieu en 1974, et avait été abandonnée à cause de l'opposition des dirigeants protestants les plus extrémistes, qui refusaient toute concession, même de pure forme, à la population catholique.

À l'occasion du récent congrès de People's Democracy (PD), section irlandaise de la IVe Internationale, Penny Duggan s'est entretenue de la situation actuelle et des perspectives de l'organisation avec John McAnulty, élu de PD au Conseil municipal de Belfast en mai 1981, entretien que nous publions ci-dessous.

Dans la période à venir, People's Democracy va poursuivre son intervention dans la campagne contre l'amendement constitutionnel interdisant l'avortement, développer la solidarité avec les luttes ouvrières contre l'austérité, et s'efforcer de perfectionner son système de presse et de propagande autour de son journal mensuel, *Socialist Republic*, tout en renforçant sa présence et son activité dans les syndicats et dans la lutte anti-impérialiste.

Penny DUGGAN : — L'élection de l'Assemblée a été le principal événement politique de la dernière période en Irlande du Nord. Quel a été l'impact de ces élections, en particulier dans le contexte actuel de déclin du mouvement de masse à la suite de la défaite relative de la grève de la faim des prisonniers du Bloc-H ?

John McANULTY : — Il faut replacer ces élections dans le contexte plus général de la stratégie britannique de ces quinze dernières années. Cette stratégie a toujours été relativement conséquente pour maintenir la participation de l'Irlande et assurer ainsi le contrôle de l'impérialisme britannique sur la classe ouvrière irlandaise. L'échec de la grève de la faim a fourni aux autorités britanniques une opportunité pour aller de l'avant et mettre en place l'Assemblée des Six comtés.

Le recul du mouvement de masse et l'absence de mobilisations de rues expliquent pourquoi cette opération a pu être menée relativement facilement. Néanmoins, la grève de la faim a eu des conséquences assez profondes au niveau politique.

La plus immédiate, la plus significative aussi, a été le regroupement autour des candidats du Sinn Féin (la branche politique de l'Armée de libération irlandaise)

au cours des élections. Ceci a eu plusieurs implications. La première a été de bloquer les tentatives d'instaurer un nouveau *Stormont* en Irlande du Nord. La seconde, plus durable, est d'avoir miné tout le fondement idéologique de l'intervention britannique en Irlande, qui prétend que le mouvement républicain n'est qu'un petit groupe de terroristes. Les élections ont donné une preuve évidente du soutien de masse dont jouissent les républicains dans leur lutte pour mettre fin à la présence britannique en Irlande. Elles ont également réaffirmé la dimension internationale de la situation irlandaise, en soulignant son caractère de lutte anticoloniale. Troisièmement, les effets de la grève de la faim se sont répercutés bien au-delà du milieu républicain traditionnel. Ainsi, au vu des résultats de ces élections, il devenait totalement impossible aux élus du Social Democratic and Labour Party (Parti social-démocrate travailliste - SDLP) de siéger à l'Assemblée, de participer à cette farce. Et même les secteurs les plus ouvertement pro-impérialistes de la bourgeoisie du Sud ont compris qu'il était impossible d'appuyer sa mise en place.

Enfin, autre facteur important, la question de l'autonomie de classe du secteur loyaliste des travailleurs des Six comtés a été clairement mise en relief à l'issue

de ces élections. Il est évident que cette Assemblée relève uniquement de la stratégie britannique et qu'aucune lutte des loyalistes n'en est à l'origine. Il est aussi évident que la bourgeoisie loyaliste ne dispose plus de la cohérence et de la force nécessaires pour transformer cette Assemblée en une institution semblable au vieux *Stormont* réactionnaire et autoritaire.

— Mais depuis l'élection de l'Assemblée, on n'a assisté à aucune lutte de masse significative dans le Nord. Qu'est-ce que cela indique des sentiments de la population à l'égard de l'Assemblée ? Est-ce qu'elle la considère comme une menace, une tentative de rétablir le vieux *Stormont* ? Ou bien leur apparaît-elle comme un organe sans importance, dominé par les querelles entre les unionistes ?

— Je crois que la population nationaliste redoute cette Assemblée. Son élection a eu des effets immédiats. Elle a commencé par exiger l'instauration politique de « tirer pour tuer », et c'est bien cette politique que les Britanniques ont appliquée contre les militants républicains. A long terme, cette Assemblée représente pour le Nord une solution n'offrant aucune concession à un quelconque secteur de la population nationaliste, et cela ne manquera pas d'avoir des répercussions au sein de cette population.

Ceci ne s'est pas encore traduit par des mobilisations, à mon avis pour deux raisons. Tout d'abord, il n'est pas possible de se contenter de s'opposer à l'Assemblée sans présenter une alternative. La nécessité d'un programme est donc une question qui se pose aujourd'hui pour toute la classe ouvrière. De même, la question de la direction du mouvement se trouve également posée. En réalité, la seule alternative à l'Assemblée, la seule alternative au maintien de la division de l'Irlande ne peut être qu'une république des travailleurs, et ceci peut, sans doute, être avancé de façon transitoire dans des revendications comme celle d'Assemblée constituante, etc. Mais ce n'est pas une question qui se pose actuellement à tous, et les organisations traditionnelles, ouvrières et anti-impérialistes, n'ont pas encore voulu l'affronter. La seconde raison est liée à la première. La récession, la

1. L'Irlande du Nord est divisée en six comtés. La République d'Irlande (Sud) compte, elle, vingt-six comtés. Pour l'analyse des répercussions des grèves de la faim des prisonniers du Bloc-H en Irlande du Sud se reporter à l'interview de Bernadette Devlin-McAliskey sur la situation du mouvement anti-impérialiste irlandais publiée dans *Inprecor* numéro 120 du 8 mars 1982.

2. « Les élections au nouveau "Stormont" », *Inprecor* numéro 136, du 8 novembre 1982. Le *Stormont* était l'Assemblée en place en Irlande du Nord jusqu'en 1972. Après cette date — et les mobilisations qui avaient conduit au « Bloody Sunday » —, l'administration de l'Irlande du Nord a été directement rattachée au gouvernement de Londres. Au *Stormont* siégeaient des députés protestants et des représentants de la bourgeoisie catholique du Nord. Ces derniers ont été contraints de refuser de siéger dans la nouvelle Assemblée, sous la pression des mobilisations en faveur des prisonniers des Blocs-H.

politique d'austérité commencent vraiment à frapper les familles ouvrières. De plus en plus de gens sont plongés dans des problèmes de subsistance immédiats, et la direction républicaine n'a pas encore été capable de tracer le lien entre cette crise et la crise politique de la domination impérialiste britannique.

Là aussi, la population cherche une réponse. C'est la combinaison de ces problèmes qui fonde la crise des perspectives impérialistes et, jusqu'à un certain point, celle du mouvement anti-impérialiste lui-même.

— Pour revenir à la question du programme : sous l'impact de la lutte des masses et sous l'influence de PD et de Bernadette Devlin, on a vu un secteur du mouvement républicain progresser politiquement sur des questions comme l'unité nécessaire du mouvement anti-impérialiste, la participation à la campagne électorale, etc. Cette évolution est-elle significative ?

— Historiquement, elle est très significative bien sûr. De par sa tradition, le mouvement républicain a toujours été un mouvement petit-bourgeois nationaliste. Il le demeure, mais, en tant que mouvement, il est soumis à des pressions croissantes de sa base ouvrière. Dans l'immédiat cependant, la question importante n'est pas de savoir dans quelle mesure il s'est détaché de ses positions traditionnelles favorisant la lutte armée pour s'orienter vers la lutte de masse, de classe. La question est plutôt celle-ci : comment le programme républicain répond-il aujourd'hui aux revendications qui surgissent de la lutte des classes ? Et force est de constater que, jusqu'ici, le mouvement républicain n'a pas été capable d'y répondre. Ainsi, son tournant sur la question électorale ne s'est pas traduit immédiatement par l'adoption d'une politique de lutte de masse, mais plutôt par une tendance à l'électoratisme, à utiliser les élections de la même façon que la bourgeoisie (3).

Je suis confiant dans l'évolution future du républicanisme. Mais je pense que les marxistes révolutionnaires doivent bien comprendre quels sont les processus qui en seront à l'origine : il s'agira plutôt d'une réponse de la direction républicaine aux pressions de la classe ouvrière que d'une prise de conscience par cette direction des tâches posées par la révolution irlandaise.

— Il est aussi évident que le processus révolutionnaire en Irlande ne peut pas être séparé de ce qui se passe en Grande-Bretagne. Or, un des éléments les plus importants de la vie politique britannique aujourd'hui est le développement de l'aile gauche dans le Parti travailliste. Un des principaux représentants de cette gauche, Ken Livingstone, dirigeant du Conseil municipal de Londres, a pris une position très ferme de soutien à la lutte du peuple irlandais. Il est récemment venu à Belfast pour rencontrer les dirigeants du Sinn Féin. Quelles ont été les réactions de la population nationaliste à sa visite ? Pen-

ses-tu que le renforcement des liens entre le mouvement nationaliste irlandais et la gauche travailliste en Grande-Bretagne représente un élément important pour la jonction entre les processus révolutionnaires des deux pays ?

— Je pense que la visite de Livingstone a été un acte admirable, surtout face à la réaction hystérique des media britanniques, relayés par la bureaucratie travailliste traditionnelle. Je pense qu'elle peut avoir deux conséquences. Tout d'abord en Irlande, les Républicains ont compris qu'il y avait une solidarité réelle de la part de la classe ouvrière britannique. Cela contribuera à ce que les Républicains se

plastique en Irlande. Seule une telle démarche peut constituer la base du développement d'un mouvement de solidarité en Grande-Bretagne. Je pense que la gauche britannique commence à en tirer les leçons.

A Manchester, j'ai rencontré un courant qui participe au débat au sein du Parti travailliste et bénéficie d'un certain appui dans les syndicats. Les évolutions ultérieures de ce courant dépendent en grande partie des développements de la lutte des classes en Grande-Bretagne. Elles dépendent également, dans une certaine mesure, de nous-mêmes et des développements en Irlande même, car il est évident que le mouvement ouvrier britannique ne



Scène quotidienne de l'Irlande du Nord occupée par l'armée britannique. (DR)

détournent de leur orientation actuelle — poser des bombes en Grande-Bretagne, ce qui n'apporte rien politiquement — pour s'engager vers une action politique susceptible d'aider le développement de la lutte en Irlande et de favoriser un tournant vers la classe ouvrière du Nord.

Ensuite, si Ken Livingstone n'avait agi qu'en tant qu'individu, son acte aurait déjà été admirable. Mais il représente un courant important au sein du Parti travailliste. C'est un mouvement qui commence à se détacher dans la lutte de classes en Grande-Bretagne, et à réaliser que la question irlandaise est une question centrale.

La compréhension qu'en a Livingstone se traduit de façon relativement offensive. Il comprend la nécessité de développer non seulement un programme économique alternatif pour les ouvriers britanniques, mais également un programme politique alternatif qui intègre obligatoirement une dimension anti-impérialiste.

Je crois que durant la grève de la faim, la gauche britannique s'est trouvée dans une situation véritablement intenable. Dans le passé, en effet, elle avait surtout pris des positions abstraites, au lieu de partir des besoins immédiats de la lutte irlandaise. Je viens d'assister en Grande-Bretagne, à Manchester, à une conférence sur l'utilisation des balles de

peut pas espérer vaincre si les ouvriers irlandais n'avancent pas clairement leurs revendications.

— En tant que conseiller municipal, tu dois être particulièrement conscient des effets quotidiens de la crise économique sur la population nationaliste des Six comtés (Irlande du Nord). Quel type de luttes peuvent se développer sur la question de l'emploi, ou sur des questions sociales telles que le logement, la sécurité sociale, etc. ? Et quelles relations peuvent-elles s'établir entre ces luttes et la lutte nationale ? La renforceront-elles ou se développeront-elles plutôt de façon parallèle ?

— Je pense que cette question a des implications différentes dans le Nord ou dans le Sud. En Irlande, on assiste aujourd'hui à une riposte contre l'austérité. Mais cette riposte est fragmentée et sectorielle, en particulier dans le Nord. La raison en est, bien sûr, qu'en Irlande, toute lutte pour les droits démocratiques, pour

3. Le Sinn Féin (provisoire), qui avait fini par se décider à participer aux élections du 21 octobre, malgré les appels répétés de courants anti-impérialistes comme People's Democracy ou de Bernadette Devlin à une campagne de boycott unitaire, a obtenu 10 % des votes et 5 candidats élus. Le Sinn Féin avait néanmoins annoncé que ses élus ne siègeraient pas à un « nouveau » Stormont.



Fouille et patrouilles dans Belfast. (DR)

les droits des travailleurs, contre l'austérité, etc., se heurte à la question de la partition et de la domination impérialiste sur l'économie du pays. Je pense que la solution à ce problème est plus facile à trouver au Sud. On en a un exemple dans la récente lutte des travailleurs des moulins de farine Ranks. Bien que la bureaucratie syndicale tentait de limiter la lutte aux problèmes immédiats, il était évident que les licenciements découlaient directement de l'intervention impérialiste, qui inonde le marché irlandais de ses farines. Au Nord, on se heurte toujours à la division religieuse, qui est difficile à abattre. Je pense pourtant qu'il est possible d'y arriver. Mais cela dépend en grande partie de la capacité des travailleurs du Sud à formuler un programme et à construire un mouvement unitaire susceptible d'offrir une alternative aux ouvriers protestants du Nord.

A court terme, nous essayons de construire un courant anti-impérialiste dans le Nord. A première vue, il peut sembler plus facile d'appeler, de façon très générale, à l'« unité ouvrière », mais, en fait, cela ne permet pas de répondre aux questions de fond. Nous devons nous adresser aux travailleurs combattifs qui ont une réelle conscience politique des revendications à mettre en avant.

— Tu as dit tout à l'heure que la grève de la faim des prisonniers du Bloc-H avait contribué à internationaliser la lutte irlandaise qui a reçu, à ce moment-là, un vaste soutien dans le monde. Comment est-ce que cela rend compte, à ton avis, de l'importance internationale de la révolution irlandaise et, en conséquence, comment conçois-tu les tâches du mouvement international de solidarité avec la lutte irlandaise ?

— Pour ce qui est de la seconde question, je pense que le mouvement de solidarité a compris, à travers la lutte des prisonniers, que ce qui se passe est une lutte entre le peuple irlandais et l'impérialisme britannique. Il est donc nécessaire que le mouvement demande le retrait des troupes britanniques. Je pense que certains événements récents, comme par exemple le débat à propos de la Marche de la Saint-Patrick à New York, témoignent de la prise de conscience des travailleurs. Je pense que d'autres événements, comme la décision de la Communauté économique européenne (CEE) d'entendre un rapport sur le Nord (les Six comtés), malgré l'opposition de la Grande-Bretagne, reflètent les divisions qui existent sur le plan international au sein de la bourgeoisie à propos du rôle de la Grande-Bretagne en Irlande et de la solution à apporter à cette question.

Mais je pense que pour les révolutionnaires conscients, la question clé est de bien saisir l'importance stratégique de l'Irlande. Il s'agit d'un pays dominé par l'impérialisme, un pays qui fait partie de l'Europe et du Marché commun. Il n'y aura pas de solution partielle dans ce pays. La question sera tranchée soit par la victoire de l'impérialisme soit par la victoire des travailleurs. Une victoire impérialiste aurait des conséquences dans le monde entier. Je n'en mentionnerai qu'une : l'entrée des Vingt-Six Comtés (Irlande du Sud) dans l'OTAN transformerait le territoire irlandais en une base de déploiement des missiles Cruise et, de façon plus générale, en une base pour l'offensive guerrière de l'impérialisme. Une défaite impérialiste aurait les effets opposés. Selon les mots de Lénine et de James Connolly (4), elle produirait une étincelle qui pourrait enclencher la révolution en Europe. Ainsi, la question nationale n'est pas un problème dont on peut choisir ou non de s'occuper ; il s'agit bien d'une question stratégique pour la politique révolutionnaire internationale. Une question qui exige une action immédiate.

— En conclusion, peux-tu nous présenter les axes de People's Democracy pour la période à venir ?

— Il faut signaler ici que PD a connu une période difficile à l'issue de la grève de la faim. Ceci était dû en partie à une surestimation des potentialités de la situation, et également à une incompréhension de notre part de toute la signification du programme trotskyste pour l'Irlande. Nous venons d'avoir notre congrès annuel, qui a marqué un tournant pour l'organisation. Celui-ci a tracé pour perspective l'élaboration d'un programme, le renforcement de notre organisation et la réalisation d'un véritable tournant vers la classe ouvrière irlandaise.

Il faut en effet bien comprendre la dynamique de la révolution irlandaise. On a, en Irlande, d'une part une avant-garde politiquement consciente, organisée traditionnellement par le mouvement républicain et, d'autre part, une couche de travailleurs combattifs, organisés dans le mouvement syndical. La réalité sectorielle de ces deux structures fait qu'aucune des deux ne peut mener à la victoire. People's Democracy représente un mouvement politiquement conscient, organisé autour d'un programme marxiste. Ce que nous essayons de faire est de contribuer à renforcer cette conscience politique afin de permettre une fusion de ces trois traditions. ■

Propos recueillis par Penny DUGGAN
International Viewpoint, numéro 28,
18 avril 1983.

4. Leader du mouvement républicain et de l'insurrection de Pâques 1916, qui vit la proclamation de la République, à Dublin, le 24 avril 1916. James Connolly sera fusillé par les britanniques, avec d'autres dirigeants, après l'échec du mouvement.

Malgré la répression, Solidarité manifeste le 1er mai

Jacqueline ALLIO

« La normalisation progresse conformément au désir de la population », affirmait un communiqué du gouvernement polonais, au lendemain de la diffusion de l'appel de la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK) à la mobilisation pour le 1er Mai (1). Mais au même moment, Janusz Onyszkiewicz, ex-porte-parole de Solidarité, accusé « d'avoir participé aux activités des structures clandestines de Solidarité et d'avoir préparé des manifestations illégales liées aux cérémonies du 1er et du 3 mai », était placé en détention provisoire. Quelques jours plus tard, trente militants de Solidarité de Corzow, dont le président du syndicat clandestin de cette région, Zbigniew Belz, étaient arrêtés. Le dimanche 24 avril, c'était Jozef Pinior, membre de la direction clandestine de Solidarité (TKK) et président du Comité régional de grève de Basse-Silésie, qui était arrêté par la police politique.

La « normalisation » version Jaruzelski, c'est donc la menace permanente de la prison pour tous ceux qui affichent ouvertement leur volonté de lutter contre la dictature. « Ils voulaient ressembler aux Brigades rouges », titrait l'organe officiel *Trybuna Ludu*, à propos des dirigeants de la Coordination interentreprises de Varsovie (MRKS) passant en procès fin mars, pour « violation criminelle de l'ordre juridique en vigueur » (voir document pages suivantes). D'ici à ce que les journaux titrent « Jozef Pinior escroc », il n'y a qu'un pas. C'est en effet grâce à lui que 80 millions de zlotys appartenant à Solidarité ont pu être retirés à temps de la banque où ils se trouvaient, avant le coup de force du 13 décembre 1981. Cet argent sert aujourd'hui à financer les activités du syndicat clandestin.

Depuis qu'il a fait savoir qu'il appuyait l'appel du 1er Mai de la TKK, Lech Walesa lui-même est de plus en plus assimilé par la presse officielle aux « malfaiteurs » que sont pour elle les dirigeants clandestins, accusés de s'en mettre plein les poches grâce aux fonds du syndicat clandestin... Certes, le pouvoir a décidé de réintégrer le leader syndical à son poste de travail aux chantiers de Gdansk, comme il le réclamait depuis des mois. Loin de témoigner d'un esprit d'ouverture, cette décision résulte de la volonté des bureaucrates de réduire au maximum le champ d'action de ce « citoyen comme les autres », dont les fréquentes conférences de presse et la récente rencontre avec

les militants les plus recherchés du mouvement clandestin apparaissent un peu trop comme un défi ouvert au pouvoir.

L'ESPRIT DE RÉSISTANCE

Mais ce même pouvoir pourra-t-il museler tous ceux qui sont décidés à dire « non » aux méthodes policières et à la répression ? Rien n'est moins sûr, si l'on en juge par la capacité de Radio-Solidarité de Varsovie d'émettre, pour diffuser l'appel de la TKK, deux jours à peine après que la télévision polonaise ait montré sous toutes ses faces un puissant émetteur qui venait d'être saisi, afin de laisser entendre que le syndicat clandestin de la capitale était réduit au silence pour longtemps.

Ce pouvoir pourra-t-il contrôler l'activité de tous ceux qui sont révoltés par l'injustice et l'arbitraire ? Il semble bien que non, à en juger par la série de grèves qui ont eu lieu récemment dans diverses entreprises, combinant le plus souvent des objectifs économiques avec des exigences directement politiques. On peut citer en exemple la grève de la raffinerie de Gdansk, où les ouvriers ont refusé l'introduction d'une nouvelle grille salariale instaurant des écarts jugés inadmissibles : refuser cette grille, c'était refuser des mesu-

res visant à diviser les travailleurs en achetant certains d'entre eux par des salaires plus élevés.

L'échec de ce type de politique de division des travailleurs est d'ailleurs patent dans la région de Gdansk, où les chiffres publiés par la presse clandestine attestent du maintien du boycott massif des nouveaux syndicats par la classe ouvrière : 88 adhérents sur 14 500 travailleurs aux chantiers Lénine de Gdansk ; 320 sur 10 000 aux chantiers de la Commune de Paris à Gdynia ; 200 sur 6 500 au port de Gdynia ; 38 sur 820 dans l'usine d'alumettes Fosfory ; mais, surtout, aucun dans une série d'entreprises parmi les plus importantes de la région : UNIMOR (2 500 travailleurs), POLMO (2 400), UNITEA (1 500), FAMOS (1 500), PROMOR (800), POM (5 000). Si 300 instituteurs sur 5 000 ont adhéré aux nouveaux syndicats, seuls 35 travailleurs de l'université de Gdansk sur 3 800 et 12 de Polytechnique sur 3 700 en ont fait autant (2).

Pourtant, les difficultés économiques auxquelles la classe ouvrière est

1. Nous avons publié cet appel de la TKK pour le 1er Mai dans *Inprecor* numéro 148 du 25 avril 1983.

2. *Solidarnosc*, numéro 20, Gdansk, 5 mars 1983.

Débrayage à l'usine Polar de Wroclaw

Le 24 mars à 9 h 05, presque tous les travailleurs du département des machines à laver, environ 30 % des travailleurs du département des réfrigérateurs, et les travailleurs des secteurs secondaires de l'usine ont quitté leur travail et se sont rassemblés devant les bureaux de la direction pour manifester, dans le calme, leur mécontentement causé par la politique des prix, ainsi que leur solidarité avec les militants syndicaux emprisonnés ou licenciés pour des raisons politiques. Des dispositions avaient été prises pour débrancher le système des haut-parleurs intérieurs.

L'action, menée dans le calme et la dignité, a semé la panique au sein de la direction et de la section d'entreprise de la police politique (SB). Les téléphones se sont mis à sonner, les directeurs ont annulé leurs déplacements. La direction d'un département s'est précipitée sur le lieu du rassemblement et a commencé à haranguer les grévistes. Très calmes, les travailleurs l'ont ignorée, faisant comme s'ils n'étaient pas là. La majorité de ceux qui ont quitté leurs ateliers étaient des femmes, ce qui mérite d'être souligné. Au bout d'une vingtaine de minutes, les travailleurs ont regagné leur poste et se sont remis au travail.

Malgré cela, jusqu'à la fin de la journée, les directeurs et les secrétaires du Parti parcouraient les départements avec crainte et méfiance. Le soir, la SB est entrée en action, en arrêtant à leur domicile Krystyna Kaczmarek, Janusz Kluba, Henryk Olszok et Waldemar Kaleta.

Z Dnia Na Dzień numéro 13/272, du 29 mars au 7 avril 1983.

Liberté pour Jozef Pinior

Juriste de 27 ans et ancien employé de la Banque nationale de Pologne, Jozef Pinior avait été élu président de la commission d'entreprise de Solidarité de cette Banque et, plus tard, membre du présidium de la direction régionale.

Après Wladyslaw Frasnikiuk et Piotr Bednarz, arrêtés respectivement en août et en novembre derniers, Jozef Pinior était devenu à son tour président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie et membre de la TKK (Commission provisoire de coordination de Solidarité), au sein de laquelle il représentait sa région jusqu'à sa récente arrestation.

Tout comme ses deux prédécesseurs, il s'est montré un ferme défenseur de la ligne concevant avant tout le développement du mouvement clandestin comme celui d'un syndicat fortement ancré dans les usines et accordant un rôle central à la classe ouvrière dans la perspective d'une grève générale qui pose le problème du renversement de la dictature militaire. Il déclarait notamment ceci : « Préparer de façon adéquate les entreprises et les quartiers en vue de la grève générale est la tâche essentielle d'une société en voie d'auto-organisation. La réussite de la grève, c'est-à-dire le retour à la voie du dialogue et du compromis, dépendra de notre degré d'auto-organisation et de notre détermination. »

L'importance qu'il accordait à la question de l'auto-organisation s'illustrait notamment dans son souci de voir la masse des travailleurs participer aux tâches quotidiennes du syndicat. « A mon avis, les actions moins spectaculaires mais qui impliquent la participation du plus grand nombre, sont les plus importantes. (...) Nous préférons que les commissions d'entreprise aient leurs propres journaux, même s'ils doivent être techniquement mauvais. Car, de cette façon, les militants des entreprises doivent les faire eux-mêmes ; ils ne reçoivent pas un produit fini, mais doivent faire preuve d'imagination, d'esprit de décision. »

Grâce à cette compréhension de la démocratie syndicale et de la bataille à mener, la relève est assurée en Basse-Silésie. Solidarité vient de perdre un dirigeant d'une valeur exceptionnelle, mais son successeur était déjà désigné, et, surtout, Pinior laisse un capital précieux à ceux qui poursuivent la lutte : une ligne d'action syndicale et une orientation stratégique qui arment le mouvement dans son combat contre le pouvoir bureaucratique. ■

confrontée s'accroissent. Selon les statistiques officielles elles-mêmes, dans ce pays du « socialisme réel », 8 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et dispose de revenus insuffisants pour se nourrir et se vêtir. La direction clandestine de Solidarité, de son côté, affirme qu'un tiers des familles ouvrières sont à la limite de la misère. Pourtant, la masse des travailleurs n'a pas oublié les objectifs politiques de la lutte menée durant les seize mois d'activité légale de Solidarité, et refuse jusqu'ici de se vendre à l'ennemi en échange d'avantages matériels, tels des facilités d'accès à un logement, ce qui constitue pourtant un problème criant pour les jeunes ménages obligés d'attendre quinze ou vingt ans pour disposer de leur propre appartement, ou l'assurance de pouvoir passer ses vacances dans une maison de repos avec sa famille.

UNE SEMAINE D'ACTION EN BASSE-SILÉSIE

La combativité des travailleurs s'est illustrée tout particulièrement en Basse-Silésie, dans le cadre d'une semaine d'action appelée par la direction clandestine de la région sur les mots d'ordre suivants : « Amnistie ! », « Réintégration des personnes licenciées pour des raisons politiques ! », et « Non à la hausse des prix ! »

Pour leur part, les ouvriers de l'usine Hydral (3) précisaient et élargissaient ce programme revendicatif en exigeant l'annulation de toutes les amendes infligées aux travailleurs pour avoir protesté dans

le cadre de l'état de guerre ; le remboursement de toutes les pertes financières liées à ces sanctions ; l'arrêt de tout chantage envers les membres du personnel ; le versement à tous des prestations et des allocations prises sur l'argent du syndicat Solidarité qui appartient à l'ensemble du personnel et non à la minorité ayant adhéré au nouveau syndicat, comme c'est le cas actuellement.

Du 21 au 26 mars, les ouvriers des principales entreprises de Wrocław et des environs ont manifesté massivement leur opposition à la dictature, en ralentissant les cadences, en simulant le travail, en refusant de faire des heures supplémentaires et en réduisant de façon radicale la production, par une stricte observation des normes technologiques et de sécurité du travail.

Cette semaine d'action a culminé par un arrêt de travail au sein des usines les plus importantes de la région, doublé parfois d'une manifestation à l'intérieur de l'entreprise se rendant devant les bureaux de la direction, comme à l'usine Polar (voir page précédente).

Cette initiative s'inscrit sans aucun doute dans le plan d'action mis en avant par les dirigeants de la région, convaincus de l'impossibilité d'une entente quelconque avec le pouvoir actuel, et affirmant par la bouche de Jozef Pinior que « la préparation des entreprises à la grève générale est l'exigence primordiale » pour le mouvement clandestin. Construire un rapport de force afin de pouvoir, sans aventurisme, appeler à la grève générale « au

moment où la société ne supportera plus la misère sans cesse grandissante », seul moyen d'obliger le pouvoir à passer un compromis, est une idée profondément ancrée dans l'esprit des dirigeants de cette région (4). Et les déclarations du leader qui vient d'être arrêté en témoignent : « Durant cette semaine de protestation, nous avons fait la preuve de la vitalité de Solidarité dans notre région », affirmait Pinior dans un communiqué du RKS. « Notre syndicat existe. En interrompant le travail, en réduisant la productivité, nous avons montré que nous n'abandonnerions jamais nos collègues emprisonnés, que nous ne serions jamais d'accord avec l'approfondissement de la misère (5) ».

Gageons que le coup qui vient de leur enlever ce dirigeant hors pair ne fera pas oublier aux ouvriers de sa région que la lutte continue, et que c'est d'eux tous que dépend la victoire contre le pouvoir totalitaire.

LE TEST DU 1er MAI

Certes, la combativité n'est pas suffisante en soi. Les divergences qui se sont exprimées dans la presse clandestine quant à l'orientation stratégique et tactique à adopter sont bien réelles. Elles se traduisent non seulement dans le débat écrit, mais également dans l'inégalité du degré d'organisation et de mobilisation des différentes régions, dans la diversité des formes de lutte et des axes mis en avant. Sans parler des divisions organisationnelles qui ont amené certains courants du mouvement clandestin à se regrouper dans des structures parfois concurrentes avec celles qui sont directement liées à la TKK.

La distance croissante qui est apparue ces derniers mois entre les milieux intellectuels et les milieux ouvriers n'est pas non plus un élément négligeable. La manière différente de juger de la situation et d'aborder les tâches du mouvement clandestin a des fondements matériels et montre que la bureaucratie n'a pas totalement échoué dans sa tentative de diviser la société, de briser la solidarité entre les plus pauvres et les plus opprimés et ceux qui sont mieux lotis.

Mais la dynamique même de la mobilisation de la classe ouvrière a été jusqu'ici plus forte que tous ces facteurs de division, et le dernier revirement du cardinal Glemp — un de plus — en témoigne. Après avoir condamné d'avance la perspective de manifestations le 1er Mai et implicitement traité les dirigeants de la TKK d'aventuristes, le primat de Pologne vient de reconnaître la légitimité de l'appel de la direction clandestine à descendre dans la rue le jour de la fête internationale du travail. « Le monde des travailleurs a sa propre façon de célébrer sa fête : nous n'avons jamais défini comment il

3. Z Dnia Na Dzień, numéro 12, 24 mars 1983. Bulletin du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie.

4. Voir Robotnik 83, numéro 4, 14 avril 1983. Bulletin de coordination du syndicat Solidarité en France.

5. Z Dnia Na Dzień, 14 avril 1983.

fallait le faire », a-t-il affirmé dans son homélie du 24 avril, marquant ainsi une contradiction très explicite avec les propos qu'il avait tenu quelques semaines plus tôt. C'est dire si la pression est forte... Le primat a même mis le pouvoir en garde, « car là où il y a des manifestations, il peut se produire des événements que les organisateurs n'ont pas voulu et qui n'entraient pas dans leurs intentions (6) ».

De même, les appels de Lech Walesa au dialogue, réitérant sa volonté d'« ouvrir des négociations à tout instant », pour ambigus qu'ils aient pu apparaître, ne peuvent être appréhendés en dehors de leur contexte politique réel : celui d'une partie de bras de fer où, une fois de plus, les masses ouvrières se trouveront confrontées aux forces répressives de l'Etat totalitaire, à l'occasion de mobilisations dont tout laisse à prévoir qu'elles constitueront un moment qui peut être déterminant pour le développement du syndicat clandestin et pour son orientation future.

Le 1er Mai 1983 est une date qui, pour la direction régionale de Basse-Silésie, a une valeur de symbole et de test. Dans son bulletin *Z Dnia Na Dzień* du

14 avril, elle écrit : « *Nous ne pouvons permettre que la dictature militaro-policière nous confisque notre fête ouvrière. En manifestant le 1er Mai, nous exigerons des comptes pour l'arrestation de nos camarades, pour les licenciements politiques des travailleurs. Nous exigerons le droit à l'existence pour notre syndicat, les libertés politiques dont nous avons été privés. Nous protesterons contre l'augmentation continue du coût de la vie, contre l'approfondissement de la misère qui touche des couches de plus en plus vastes des travailleurs.* »

« *Que le 1er Mai témoigne de notre résistance, de notre attachement à Solidarité. Que les manifestations ouvrières démontrent notre solidarité et notre force, qu'elles soient une mise en garde pour la dictature militaro-policière. Qu'elles donnent de l'espoir aux condamnés et aux emprisonnés, à ceux qui vivent dans la pauvreté et la misère.* »

Jacqueline ALLIO
27 avril 1983.

6, *Le Monde*, 27 avril 1983.

DOCUMENT

Le MRKS de Varsovie commente le procès de ses militants

Le Comité ouvrier interentreprises de Solidarité de Varsovie (MRKS) est apparu comme un obstacle sérieux pour le pouvoir antipopulaire. Et ce pouvoir veut prouver de façon démonstrative qu'il arrive à ses fins. Il a donc déféré devant le tribunal militaire de Varsovie, depuis le lundi 21 mars, un groupe de neuf personnes, accusées « *d'avoir créé ou pris part en commun avec d'autres individus à l'association nommée MRKS, dont l'existence, le fonctionnement et la structure devaient rester secrets pour les organes de l'Etat. Son but était de violer de façon criminelle l'ordre juridique en vigueur, en particulier par la publication et la diffusion d'imprimés contenant de fausses informations pouvant provoquer le désordre public ou des émeutes, ainsi que par des appels à l'organisation de grèves et d'actions de protestation. Les accusés remplissaient des fonctions dirigeantes au sein de cette association* ». Nous avons choisi de citer cet extrait de l'acte d'accusation écrit dans le piètre jargon des procureurs de l'état de guerre, car il contient une caractérisation de l'activité du MRKS.

Mais même ces quelques phrases contiennent de nombreuses falsifications. Comment peut-on prétendre que notre existence « *devait rester secrète* », alors que, depuis le début, le MRKS a édité son organe de presse, le *CND-Glos Wolnego Robotnika* (A suivre... *La voix de l'ouvrier libre*), signait des tracts et s'exprimait sur les ondes de Radio Solidarité ? L'accusation de diffusion de fausses in-

formations, quant à elle, apparaît pour le moins inconsidérée. En effet, dans aucun des procès de groupes de Solidarité ayant eu lieu jusqu'à présent cette accusation n'a pu être démontrée, tout simplement parce qu'il s'agit d'une aberration. Dans la lutte que nous menons, la vérité est l'arme la plus importante de Solidarité. (...)

Tout laisse à penser qu'à l'occasion du procès, la propagande du régime tentera de donner au MRKS une aura terroriste. L'article policier publié dans *Trybuna Ludu* sous le titre : « *Ils voulaient ressembler aux Brigades rouges* » était significatif de ce point de vue. Il caractérisait les activités des groupes d'action du MRKS de terroristes et prétendait que le *CDN-Glos Wolnego Robotnika* publiait des actes « *de condamnation à mort prononcées par des instances clandestines* » (!). Ces accusations ne peuvent être que le fruit d'une imagination malade dont il serait vain de chercher le fondement. (...)

Alors qu'était, et qu'est réellement le MRKS ? (...) Nous sommes nés de la volonté de groupes de jeunes ouvriers qui se sont formés spontanément, en général en dehors des instances de Solidarité d'avant le 13 décembre 1981. Le MRKS, qui faisait partie de la structure de la région de Mazovie, liée au RKS, a toujours tranché sur les autres coordinations interentreprises de Varsovie par son radicalisme : son but était de développer l'activité pour montrer au pouvoir que sans nous, c'est-à-dire sans Solidarité, sans les ouvriers, il était impossible de résoudre quoi que ce soit en Pologne. Et c'est le même esprit qui a présidé à notre

activité ultérieure : nous avons pris part à l'organisation des manifestations de rue (1er Mai, 31 août), nous avons témoigné de l'existence de Solidarité dans les rues de Varsovie (inscriptions sur les murs, tracts et banderoles), nous avons organisé deux actions qui ont sans doute le plus contribué à faire connaître le MRKS : en mai, installation, sur la Place de la Victoire, d'une plaque commémorative en l'honneur des mineurs grévistes de la mine Wujek assassinés, et en juin, libération de Jan Narozniak. La plaque a été enlevée de nuit par la police, mais pendant longtemps, les Varsoviens ont déposé à son emplacement un rectangle fleuri pour former une tombe symbolique au pied de la croix de fleurs. D'autre part, sans faire usage de violence, le groupe d'action du MRKS a enlevé Narozniak de l'hôpital où il était gardé comme prisonnier pour soigner les blessures que lui avait infligé la milice.

A l'automne, le MRKS a largement diffusé, sous forme de tracts, une déclaration qui traitait notamment du bilan du 31 août, de l'arrestation des militants du KOR, du décret sur les syndicats et de notre jugement sur la grève du 10 novembre. Avant le vote de la loi syndicale, nous avions appelé à un rassemblement silencieux devant la Diète pour « *manifester nos préoccupations et nos craintes* ». (...)

Nous continuons à penser, comme nous l'avons écrit après le 10 novembre, que la société a été terrorisée et non atomisée. En conséquence, nous nous prononçons pour des formes de protestation active, tout en tenant compte de certaines circonstances, comme, par exemple, l'annonce de la visite du Pape. A plus long terme, nous nous prononçons pour la grève générale. Aujourd'hui, nous appelons avant tout au boycott des pseudo-syndicats, et, pour le rendre effectif, au maintien des fonctions syndicales de Solidarité dans les entreprises, ce qui n'exclut pas *a priori* une participation aux conseils d'autogestion. Elle peut être envisagée dans la mesure où ceux-ci permettent réellement d'assurer une représentation des travailleurs face aux directions. Toutes ces opinions se trouvent régulièrement exprimées dans notre journal.

Comparaissent devant le tribunal militaire de Varsovie : Adam Borowski, 27 ans, technicien-mécanicien ; Waclaw Skudniewski, 37 ans, ouvrier de l'aciérie Huta Warszawa ; Jerzy Bogumil, 36 ans, technicien-électricien ; Boguslaw Golebiowski, 35 ans, ancien employé de PZO (optique) ; Roman Bielanski, 36 ans, contrôleur de la production dans la fabrique de tracteurs ZM Ursus ; Elzbieta Stobbe, programmatrice à l'entreprise électronique « Rosa Luxemburg » ; Grzegorz Gympier, 23 ans, ouvrier de la clinique de la rue Lindley ; Mieczyslaw Nowak, 62 ans, journaliste ; Andrzej Machalski, 41 ans, militant catholique et journaliste. (...)

Traduit de *CDN-Glos Wolnego Robotnika* numéro 30, Varsovie, 19 mars 1983.

COLOMBIE

La lutte des femmes et la mobilisation du 8 mars

Le 8 mars dernier, des manifestations, des débats, des conférences ont eu lieu dans différentes villes de Colombie pour célébrer la Journée internationale consacrée aux femmes. A Bogota, les femmes qui participaient aux divers groupes féministes ont organisé, dans l'unité, une semaine de mobilisation pour faire connaître la situation des femmes et leurs principales revendications. Cette semaine s'est terminée par une audience avec le président de la République, au cours de laquelle les femmes ont présenté un ensemble de revendications concrètes.

Une des principales exigences avait trait à la fermeture des garderies qui dépendent de l'Institut colombien du bien-être familial. La décision a été prise par son directeur, qui a affirmé que cette fermeture n'était pas due à des raisons financières, mais due au fait que « l'Etat ne peut aider à la dissolution des familles, en remplaçant les femmes dans le domaine de l'éducation des enfants ». C'est là un problème essentiel pour les femmes travailleuses, dans la mesure où la majorité des entreprises, des services et des institutions étatiques ne mettent pas de garderies à leur disposition. Cette décision fait donc partie de la politique d'un gouvernement qui, par ailleurs, a supprimé le service chargé, auprès de la Présidence de la République, de s'occuper des problèmes des femmes, pour le transformer en bureau chargé de la famille.

Cette offensive contre le droit au travail des femmes se combine avec une campagne idéologique visant à culpabiliser les femmes qui acceptent des emplois ou des responsabilités en dehors du foyer. Cette campagne a été jusqu'à faire porter aux femmes la responsabilité de l'insécurité croissante, parce que « si les femmes sont hors du foyer, cela signifie que leurs enfants sont abandonnés à eux-mêmes ». C'est une manière, cela ne fait aucun doute, de chercher à se décharger de la responsabilité du chômage, des bas salaires et de la délinquance croissante sur les femmes qui travaillent.

Un fait est tout particulièrement dénoncé aujourd'hui par le mouvement féministe : c'est l'obligation imposée aux femmes, à l'embauche dans de nombreuses entreprises, de présenter un certificat garantissant qu'elles ont été stérilisées ou qu'elles utilisent un moyen contraceptif, assurant qu'elles n'auront pas d'enfant

pendant la durée de leur contrat de travail. Les patrons veulent ainsi éviter d'avoir à payer les allocations sociales de maternité. Ces exigences sont à mettre en relation avec les pratiques de stérilisation forcée qui, pendant des décennies, se sont développées dans le cadre d'une campagne de contrôle des naissances impulsée par l'impérialisme et le pouvoir local.

De même, alors qu'il y a environ un demi-million d'avortements par an, on s'obstine à maintenir une pénalisation de l'avortement ne tenant même pas compte des cas de viol, de danger de mort pour la mère ou de malformations du fœtus. Une campagne totalement hypocrite prétend défendre le « droit à la vie » pour s'opposer à toute forme de légalisation de l'avortement, tout en se taisant sur les centaines de milliers d'enfants qui meurent de malnutrition ou sur les violences que subissent quotidiennement les femmes.

La lutte de libération des femmes a connu des faits nouveaux et très positifs au cours de ces dernières années. Les divers groupes féministes ont ouvert des

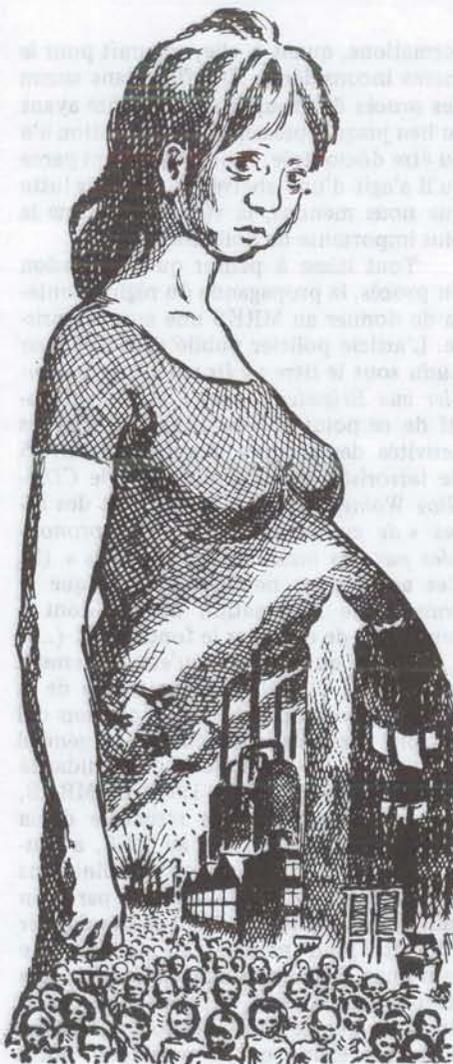
maisons de femmes qui offrent des services de divers ordres : aide juridique, centres de santé et d'information sur la sexualité, solidarité contre toutes les agressions et les viols, formation et débats sur des thèmes divers, etc.

Ces maisons de femmes fonctionnent dans plusieurs villes du pays et ont sans aucun doute ouvert une nouvelle perspective pour les groupes de femmes en orientant leurs préoccupations vers un terrain plus concret. La journée du 8 mars dernier, de même que les précédentes mobilisations de novembre 1981 et 1982 « contre les violences à l'encontre des femmes », dont le principe avait été décidé à l'occasion de la première rencontre des femmes latino-américaines, ont été d'une grande importance pour le mouvement de libération des femmes. Non seulement les groupes de femmes y ont participé, mais également de très nombreuses commissions syndicales de femmes et des délégations des partis de gauche.

La participation du Parti communiste est digne d'attention, dans la mesure où, auparavant, cette organisation était totalement opposée à la lutte des femmes. Ce parti considérait en effet le féminisme comme une préoccupation spécifique des femmes bourgeoises ou des pays impérialistes, et accusait les femmes socialistes et les groupes féministes d'introduire des thèmes de division dans la classe ouvrière. De son côté, lors de la commémoration du centenaire de la mort de Karl Marx, un groupe maoïste ultra sectaire comme le MOIR a, pour la première fois de son histoire, programmé une conférence sur les femmes, ce qui dénote un changement positif par rapport à son attitude antérieure, caractérisée par un mépris total pour la situation et la lutte des femmes.

Le mouvement de lutte des femmes colombien a connu plusieurs étapes. Depuis 1977, divers groupes ont commencé à se constituer, dans le but d'étudier et d'analyser les diverses formes prises par l'oppression des femmes. Cela fut entrepris parallèlement à la campagne autour des élections législatives et présidentielles de 1978 de la coalition ouvrière et socialiste UNIOS qui, dans son programme, avançait, pour la première fois dans ce pays, la lutte pour le droit des femmes. De plus, la coalition s'était donnée une femme comme porte-parole public de ses propositions et comme candidate à l'élection présidentielle, en l'occurrence notre camarade Socorro Ramirez, dirigeante du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale.

Une seconde étape a vu des conflits intervenir entre les divers groupes féministes sur la conception de l'autonomie des groupes, de leur relation avec les partis politiques et les syndicats, avec les mou-



vements révolutionnaires, et sur la nature politique du mouvement lui-même. Cela explique les multiples débats au cours de la rencontre féministe latino-américaine, qui s'est tenue à Bogota en 1981. Au cours de cette rencontre, les débats sectoriels ont été surmontés au profit d'un échange d'expériences positives illustrant de quelle manière des femmes articulaient leur engagement dans la lutte des femmes avec les processus révolutionnaires.

Enfin, l'époque présente est caractérisée par une orientation du mouvement des femmes vers les besoins réels et concrets des femmes, ce qui a permis aux groupes d'unifier leurs actions. La célébration du 8 mars en a été une preuve tangible. ■

AUSTRALIE

La victoire électorale du Parti travailliste

Le Parti travailliste australien (Australian Labor Party, ALP) a remporté une victoire électorale sans appel aux élections fédérales du 5 mars dernier. Il se retrouve ainsi au gouvernement national pour la première fois depuis 30 ans, si l'on exclut un bref interlude de trois ans qui s'était achevé en 1975, le gouverneur général australien l'ayant expulsé du gouvernement fédéral. En effet, l'Australie faisant partie du Commonwealth, c'est toujours la Reine d'Angleterre qui en est le chef d'Etat nominal, et le gouverneur général est son mandataire.

A la tête de l'ancien gouvernement de coalition des partis conservateurs, Malcolm Fraser avait espéré tirer profit de l'impopularité du principal dirigeant travailliste de l'époque, Bill Hayden, en convoquant des élections pour le 3 février dernier. Mais, le jour même, Bill Hayden démissionnait. Son remplaçant, Bob Hawke, était considéré par les sondages d'opinion comme l'une des personnalités politiques les plus populaires du pays. Membre du Parlement depuis 1980 seulement, Hawke s'est surtout fait connaître comme dirigeant du Conseil australien des syndicats (Australian Council of Trade Unions, ACTU), fonction qu'il a occupée pendant une dizaine d'années.

L'axe de la campagne électorale du Parti travailliste a été l'appel à l'unité et à la réconciliation nationales, dont un élément fondamental était l'accord signé entre le Parti travailliste et l'ACTU sur une politique des prix et des salaires. Hawke a d'ailleurs signalé, lors de sa campagne électorale, que la caractéristique principale des sept années de gouvernement Fraser était « l'érosion progressive de tout but national commun, les individus et groupes ayant été encouragés, explicitement et implicitement, à poursuivre leurs intérêts propres » (*Financial Times*, 7 mars 1983).

De son côté, Fraser, candidat de la réaction, a mené une campagne hystéri-

que contre le Parti travailliste, sur fond d'anticommunisme. Utilisant le réflexe de la peur, il a dénoncé l'accord passé avec l'ACTU comme « le manifeste socialiste le plus extrême ». Il a prétendu qu'une victoire électorale travailliste entraînerait une fuite massive de capitaux et une dévaluation de la monnaie. La déclaration la plus fracassante du dirigeant conservateur aura été l'affirmation selon laquelle, sous un gouvernement travailliste, les économies des citoyens seraient plus en sécurité sous leurs matelas que dans les banques. Mais ce type même d'argumentation illustre également la position de faiblesse dans laquelle Fraser s'est trouvé pour mener campagne autour de son propre bilan.

En effet, même si ses conséquences sont apparues tardivement, la crise économique est maintenant une réalité en Australie. Le chômage est passé, en six mois, de 6,6 % à 10 % de la population active. L'inflation est de 12,3 % par an. La production industrielle est en recul, et la sécheresse, qui dure depuis quatre ans, a eu de graves répercussions sur la production de blé, secteur clé dans le domaine des exportations. Le Parti travailliste a promis d'augmenter les crédits alloués aux travaux publics, de réduire les impôts, de mettre immédiatement en chantier un programme de construction de logements, et a passé un accord sur les prix et les salaires avec l'ACTU. *Le Monde* du 22 avril 1983 signale qu'« en vertu de cet accord, les syndicats ont accepté de modérer leurs revendications salariales en échange de concessions gouvernementales sur un "salaire social" (nouveau système d'assurance-maladie, réductions d'impôts, amélioration des prestations sociales) ».

Dès l'entrée en fonction du nouveau gouvernement fédéral, Hawke a clairement manifesté sa volonté d'abandonner ses promesses électorales. Le 8 mars, avant même qu'il n'ait prêté serment, le gouvernement travailliste avait déjà annoncé une dévaluation de 10 % du dollar australien. Cette mesure frappe durement le pouvoir d'achat des travailleurs, surtout en ce qui concerne les produits importés comme les automobiles, les denrées alimentaires, les vêtements, qui représentent environ 1/5 des denrées et services consommés en Australie. Par contre, pour les patrons, il s'agit d'une bonne nouvelle : le profit des exportateurs s'en trouvera accru et les producteurs locaux seront plus aptes à soutenir la concurrence à l'exportation. Le 11 mars, le lendemain du serment consacrant l'entrée en fonction officielle du gouvernement, face à l'annonce par la compagnie General Motors-Holden de supprimer 1 400 emplois dans ses usines de Melbourne et d'Adelaïde, le gouvernement travailliste se contentera d'envoyer deux éminents membres du Conseil des ministres discuter avec la direction du trust.

Comme le note, en date du 15 mars, *Direct Action*, organe du Parti socialiste des travailleurs (SWP), section australienne de la IV^e Internationale, « le plan de Hawke pour résoudre la crise économique, qui a vu plus d'un million de personnes se retrouver au chômage, consiste à

persuader les patrons et les travailleurs de mettre de côté leurs intérêts "sectoriels" et de "collaborer à l'effort commun" (...) Dans la situation actuelle du capitalisme, les travailleurs qui voudraient suivre le conseil de Hawke se retrouveraient dans une position de soumission face aux coups mortels des patrons contre leurs salaires, l'emploi et les conditions de travail ».

Lors de ces élections fédérales, le SWP a présenté ses propres candidats. A l'échelle nationale, les trente-huit candidats du SWP ont obtenu une moyenne de 0,5 % des suffrages exprimés. Mais dans chacune des circonscriptions où ils se présentaient, ils ont obtenu en moyenne 1 000 voix, soit 1,5 % des suffrages exprimés. La campagne électorale du SWP a été la plus étendue de toutes celles des formations de gauche, Parti communiste et Parti socialiste australiens compris. Comme l'a expliqué *Direct Action*, « en se présentant dans un nombre si élevé de circonscriptions, le SWP a cherché à atteindre le plus grand nombre possible de travailleurs pour leur proposer une alternative socialiste claire face à la politique pro-capitaliste préconisée par le Parti travailliste australien. Le SWP a imprimé plus de 500 000 exemplaires d'un tract diffusé au niveau national et plus de 80 000 affiches pour expliquer les axes de son programme révolutionnaire, pour demander aux électeurs de voter, en premier lieu, pour le SWP et, en second lieu, pour le Parti travailliste, de manière à exprimer leur volonté de voir un gouvernement travailliste agir dans l'intérêt des travailleurs et des paysans, et non pas dans celui des hommes d'affaires ou des banquiers auxquels Hawke fait la cour ».

Enfin, toujours d'après *Direct Action*, « cette élection, plus que toute autre dans les années précédentes, a clairement mis en évidence la nécessité d'un programme révolutionnaire de lutte pour la défense des intérêts des travailleurs dans la situation de crise économique la plus grave depuis un demi-siècle. C'était aussi l'occasion de mettre en avant un tel programme. Le programme du Parti travailliste australien étant un programme qui ne peut mener qu'à la défaite et à la démolition de la classe ouvrière, la gauche travailliste et les partis ouvriers plus petits qui n'ont pas su prévenir la classe ouvrière contre ce programme travailliste assument une bonne part de responsabilités » dans le fait qu'il soit mis en œuvre. Alors que les salaires sont gelés depuis décembre, les syndicats viennent d'accepter, lors d'une conférence organisée sous l'égide gouvernementale, de « renoncer à des augmentations de salaire en contrepartie d'un accroissement des dépenses publiques pour la création d'emplois ». ■



Le FSLN s'organise face à l'escalade impérialiste

« L'agression nord-américaine contre notre pays a atteint une nouvelle dimension », a proclamé la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), dans un communiqué émis le 8 avril dernier. La déclaration a été lue à la radio et à la télévision, la veille des funérailles de la dirigeante salvadorienne assassinée à Managua, la « comandante » Ana María. Elle a été publiée dans les trois quotidiens nicaraguayens, le jour suivant.

Le FSLN a informé que de nouvelles unités d'ex-gardes nationaux somozistes s'étaient infiltrées à partir du Honduras dans la région minière de la province atlantique de Zelaya, et a rapporté que des actions contre-révolutionnaires moins importantes avaient eu lieu sur la côte Pacifique, dans la province de Chinandega, au nord du pays. Au même moment, « les provocations de l'armée hondurienne se sont accrues. Commencées sous la forme de tirs de fusil, elles sont passées ensuite à des tirs d'artillerie et ont récemment inclus des incursions d'unités militaires de l'armée hondurienne en territoire nicaraguayen ».

Le FSLN a appelé toute la population à l'unité pour défendre le pays. « Nous devons nous préparer à toute éventualité », poursuit le communiqué du FSLN. « Nous devons nous opposer de toutes nos forces à la première étape de l'agression nord-américaine, à l'invasion des auteurs de génocide. Nous devons aussi nous préparer à une éventuelle agression de l'armée hondurienne dirigée par le gouvernement nord-américain, et être prêts à défendre notre souveraineté nationale, même face à une intervention directe des Etats-Unis. »

Dans ce but, par un décret adopté trois jours plus tard, le Gouvernement de reconstruction nationale (GRN) a réinstauré les Tribunaux populaires antisomozistes, organes de justice révolutionnaire qui ont jugé les criminels de guerre de la dictature, arrêtés immédiatement après le triomphe de la révolution. Ces tribunaux — composés de deux citoyens et d'un avocat — jugeront tous les criminels de guerre, tous les « contras » (contre-révolutionnaires) capturés à l'avenir.

Tout homme ou femme du Nicaragua et toutes les ressources disponibles du pays seront mobilisés pour défendre la Révolution, a aussi affirmé le FSLN, ajoutant « que cela signifie des difficultés majeures pour le développement de nos programmes économiques et de sérieuses limitations quant à la disponibilité des

ressources matérielles destinées à être distribuées dans le pays ». Tout spécialement, le FSLN reconnaît qu'« il est possible que, dans un proche avenir, nous ayons à nous trouver confrontés à des limitations de combustibles, de transports, d'articles de première nécessité et à toutes sortes d'autres privations. Toutefois, pour s'opposer à ces difficultés inévitables, notre gouvernement prendra des décisions fermes, tant pour assurer une distribution équitable à tous les niveaux que pour s'opposer à l'agiotage et à la spéculation ».

Il ne fait aucun doute que les plans de Washington recherchent la multiplication et l'approfondissement de telles difficultés. Pour le FSLN, l'agression nord-américaine est une guerre, « qui comprend aussi la recherche du mécontentement populaire, en stimulant artificiellement le manque d'approvisionnement

Solidarité internationale avec le Nicaragua. (DR)

en produits de première nécessité et en boycottant les efforts que fait le gouvernement révolutionnaire pour assurer une juste distribution de ces produits. » C'est « une guerre où sont lancées des rumeurs insidieuses pour semer l'inquiétude et la confusion dans la population », précise également le document du FSLN.

Il affirme aussi très clairement que tout le poids de la justice révolutionnaire s'abattra sur ceux qui collaboreront à de tels actes. « Nous avertissons tous ceux qui sont en liaison avec l'activité contre-révolutionnaire, sous quelque forme que ce soit, qu'ils seront considérés comme des traîtres à la Patrie et traités implacablement comme tels. »

La direction nationale du FSLN a rappelé que le Nicaragua restait toutefois disposé à entreprendre des négociations aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec le Honduras. Mais elle a ajouté qu'il y avait une condition non négociable pour qu'un tel dialogue puisse s'instaurer : « Le retrait inconditionnel des auteurs de génocide introduits au Nicaragua par les Etats-Unis, et l'arrêt des attaques frontalières lancées depuis le territoire hondurien que la contre-révolution somoziste mène de façon permanente avec l'appui militaire des forces armées du Honduras. » ■

Michael BAUMANN
Managua.

(Publié dans Intercontinental Press du
2 mai 1983).

